

Téléchargeable gratuitement sur :

www.alterechos.be

DOSSIER SPÉCIAL
SUPPLÉMENT AU N°319
DU 8 JUILLET 2011

AlterEchos

Rebondir sur l'innovation sociale



Migrant(e)s âgé(e)s: bien vieillir et mourir ici

Enjeux, pratiques et pistes d'action

Sommaire

« Chez nous, on ose dire vieux »	4
Primo-arrivant âgé, vieil arbre déraciné	7
Brugmann, au chevet des patients étrangers cancéreux	8
Convivial investit dans des logements de transit	9
Entre voisins, l'habitat groupé pour seniors	10
Oser le part'âges d'habitats ? Pas si simple...	11
Biloba : de quelques paradoxes sur les seniors issus de l'immigration	14
Form'anim : l'éducation permanente au service des primo-arrivants	16
Ce vieil étranger du Borinage	17
Les migrants âgés ont des projets d'avenir	18
L'étiquette « Migrants âgés », ou les dangers de la catégorisation	22
Un réseau d'aidants-proches pour les migrants âgés	24

Vieillir et mourir loin de « chez soi » : un défi pour les réfugiés et pour les acteurs sociaux

Début 2010, l'asbl Convivial – mouvement d'insertion des réfugiés, actif sur toute la Région Bruxelloise – est venue frapper à la porte de l'Agence Alter pour nous proposer une collaboration sur la thématique « Migrant(e)s âgé(e)s : bien vieillir et mourir en Belgique ». Plus précisément sur la problématique du traumatisme de l'exil et de son impact sur le vieillissement des réfugiés, de la difficulté d'apprendre une langue ou de s'adapter à une nouvelle culture à un âge où cela devient compliqué, ou encore de créer de nouveaux liens sociaux lorsque sa famille est éparpillée et dans le contexte d'isolement que connaissent les seniors en général.

Pas la peine de relire trois fois l'objet social de l'Agence Alter ou de retourner nos valeurs dans tous les sens pour savoir que cette problématique et cette proposition de partenariat titillerait notre curiosité. Réfléchir et agir avec un partenaire comme Convivial sur la question des enjeux de l'exil et du vieillissement rencontre notre finalité « d'œuvrer au renforcement des droits économiques, sociaux, politiques et culturels des générations actuelles et futures ». L'action de Convivial est complémentaire à notre objet social, à travers cette double mission. La première consiste à offrir des services d'accompagnement individuels aux réfugiés instal-

lés en Région Bruxelles-Capitale – dans une perspective d'égalité des chances. La seconde mission vise à mettre sur pied un ensemble de formations (menuiserie, informatique, alphabétisation...) et de groupes de parole et d'initiative dans une perspective de création de liens sociaux, d'entraide et d'investissement dans une démarche de projet collectif.

Un objectif commun à Convivial et Alter s'est très vite dégagé, il fallait sensibiliser et mobiliser les acteurs du social et les décideurs politiques compétents à cette problématique de la vieillesse et de l'exil des réfugiés. Pour ce faire, Convivial s'est engagé dans un projet de réflexion-action autour de la thématique du vieillissement des réfugiés en Belgique, soutenu par la Fondation Roi Baudouin. L'Agence Alter a proposé de co-organiser et animer une table-ronde sur cette question en mars 2011 – dans le cadre de notre mission d'Education permanente – et de publier un recueil d'articles et de réflexions sur cette même thématique, avec le soutien du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale à travers sa Direction Ressources humaines et Egalité des chances.

Ce fut un défi de se pencher sur cette problématique. Parce qu'au quotidien et dans notre traitement de l'actua-

lité sociale, les histoires de vieux et de vieilles venu(e)s d'ailleurs qui cherchent leur place dans un nouveau quartier, loin de leurs racines, qui font bouger les façon de concevoir le lien intergénérationnel et la place des anciens dans nos sociétés, ou qui expriment le besoin de maisons de repos dont le personnel soignant tient compte de leurs cultures, ça ne courrait pas les couloirs de la rédaction... Nous nous sommes alors attelés, depuis l'été dernier, à enquêter, à écouter, à regarder, à découvrir ce qu'il pouvait bien se passer dans cet univers qui nous concerne tous, celui de la vieillesse et la mort, quand on vient de l'autre bout de l'Afrique, de l'Amérique du Sud, de l'Asie ou d'ailleurs.

Ce dossier spécial d'Alter Echos est l'un des fruits de cette collaboration. Il vous propose un focus sur ces enjeux du vieillissement et de l'exil, dans une perspective d'émulation, de partage d'idées et de construction de partenariats.

Nous vous en souhaitons une excellente lecture !

Aude Garely

Rédacteur en chef

Baudouin Massart

Ont collaboré à ce numéro

Nathalie Cobbaut
Marinette Mormont
Mehmet Koksal
Cédric Vallet
Sandrine Warsztacki

Illustrations

Vince

Layout et mise en pages

Françoise Walthéry

Administration

Samira Adib
Dominique Normand

Webmaster

Philippe Lambotte

Direction

Aude Garely

ABONNEMENTS

Papier + Web : 110 €/an

Papier uniquement : 70 €/an

Web uniquement : 80 €/an

Pour s'abonner, voir bulletin d'abonnement dans ce numéro ou www.alterechos.be

Insertions publicitaires et petites annonces :
prix sur demande à samira.adib@alter.be

« Chez nous, on ose dire vieux »

En fuyant la guerre au Rwanda en 1994, Sosthène Rukundo a non seulement dû laisser son pays derrière lui, mais aussi sa carrière. A 63 ans, cet ex-médecin devenu travailleur social aborde la retraite avec une certaine inquiétude.

On accède au bureau de Sosthène après avoir traversé un entrepôt rempli de chaises éparses, de vieilles tables et autres meubles récupérés par Convivial 1 pour être distribués aux réfugiés que le collectif accompagne. Le responsable du service accompagnement collectif a punaisé aux murs les photos des groupes de parole qu'il anime. Sur le papier glacé, les participants aux discussions sur le regroupement familial, la crise de l'accueil ou la parentalité, affichent leur plus beau sourire. Quelques objets d'artisanat et un bananier majestueux égaient également le local. Une plante largement cultivée dans son pays d'origine. « Il y a un dicton qui dit, sous chaque bananier, il y a un Rwandais », plaisante-t-il !

Des mille collines au plat pays, sa vie est, à l'image des événements qui ont ébranlé l'Afrique centrale, mouvementée. Formé en URSS, il pratique la médecine depuis presque 20 ans au Rwanda quand la guerre éclate. Du jour au lendemain, il doit quitter son pays et une situation plutôt confortable pour ce qui est alors appelé le Zaïre. Il travaille avec les services humanitaires dans des camps de réfugiés avant de prendre la route vers le Kenya. Mais les réfugiés rwandais, venus en nombre au Kenya, ne restent pas les bienvenus. « On a reçu un ultimatum de 15 jours pour partir », se souvient le médecin. Et voilà comment, de fuite en fuite, il arrive en Belgique accompagné de deux de ses

enfants un jour froid de janvier 1999. Sa femme et son troisième enfant le rejoindront un peu plus tard.

De temps à autre, on aperçoit les trains passer par la fenêtre. C'est un peu le hasard qui a mené Sosthène jusqu'à ce bureau près de la Gare du Midi. Il était venu frapper à la porte de Convivial en arrivant en Belgique pour être aidé dans ses démarches pour faire reconnaître son diplôme. A l'époque l'association ne comptait qu'un seul salarié. « J'ai discuté avec la personne qui m'a reçue. Il m'a expliqué être bénévole, m'a parlé de ce qu'il faisait chez Convivial. Je lui ai dit que j'avais du temps, que ça m'intéresserait aussi de donner un coup de main. Au début, je m'occupais de petites tâches administratives. Puis, j'ai commencé à recevoir les visiteurs. J'ai été engagé comme article 60. Ensuite, je suis resté quelques mois au chômage jusqu'à ce qu'il y ait un financement et j'ai pu être engagé », résume Sosthène.

« Vieux » n'est pas un gros mot

L'interview a pour thème le vieillissement des migrants. Malgré ses tempes légèrement grisonnantes, Sosthène fait moins que son âge. Je tourne autour du pot en réfléchissant à la meilleure façon de poser ma question. « Monsieur Rukundo, 63 ans, c'est encore jeune ! Mais avez-vous pensé à ce que vous ferez plus tard ? Vous savez, quand vous serez... » Je laisse ma phrase s'éteindre

dans un silence gêné que mon interlocuteur interrompt par un grand éclat de rire. « Vous savez, vous pouvez dire « vieux ». En Belgique, les gens semblent avoir peur de ce mot. Chez nous on ose dire « vieux », me lance-t-il amusé. Au-delà du linguistiquement correct, l'anecdote semble révélatrice de la façon dont nous concevons la vieillesse dans nos sociétés occidentales. « Chez nous, une personne âgée est considérée comme quelqu'un d'important, quelqu'un qui a des choses à



© Sandrine Warsztacki / Agence Alter

transmettre. Dans certaines langues, on peut même utiliser le terme vieux pour désigner une personne jeune, mais qui exerce des responsabilités. Ici, dans cette société libérale et productiviste, on ne considère plus les personnes âgées comme pouvant apporter quelque chose, mais comme un poids dont il faut s'occuper.»

La sagesse africaine d'un côté, le jennisme occidental de l'autre. Il y a sans doute du vrai dans cette comparaison

peu flatteuse. Mais il ne faudrait pas exacerber les différences culturelles pour autant. Le premier groupe de parole que Sosthène a animé, en 2001, avait pour thème les relations entre les parents et leurs adolescents. «De nombreux réfugiés nous faisaient part de leurs inquiétudes vis-à-vis de leurs enfants. Ils avaient le sentiment de ne plus les comprendre. Nous les avons invités à participer à un groupe de parole avec des parents belges. Et nous nous sommes aperçus que, dans le fond,

les difficultés des Belges étaient les mêmes. Le problème, c'est simplement l'adolescence. Pour nos réfugiés, ça a été un grand réconfort de s'en rendre compte.»

De la même façon, les questions que pose le vieillissement ne sont pas si différentes que l'on soit Chinois, Africain, Latino-américain, Européen. Un anthropologue y trouverait sans doute de quoi alimenter le bon vieux débat entre tenants du relativisme culturel et

de l'universalisme. De façon plus pragmatique on retiendra que les personnes âgées, d'où qu'elles viennent, partagent une même aspiration : vivre le plus longtemps à la maison de façon autonome.

De réfugié à retraité

En quittant le Rwanda, Sosthène a tout laissé derrière lui. Tout. Y compris son diplôme. « Je l'avais laissé au bureau, car je préparais justement ma candidature pour un poste. J'ai dû partir de jour au lendemain sans pouvoir chercher mes papiers. » Un travailleur humanitaire de sa connaissance l'aidera cependant à remettre la main sur ce précieux document. « Je suis venu ici pour des raisons de sécurité. Je n'avais pas spécialement envie d'aller en Europe. Je savais que ce ne serait pas facile, qu'il faudrait retrouver du travail. La médecine en Afrique n'est pas pratiquée de la même façon. J'étais prêt à faire les efforts qu'il fallait pour remettre à jour mes connaissances, refaire une formation d'un an ou deux. Mais je ne m'attendais pas à ce que mon diplôme n'ait aucune valeur ici ».

A l'ULB on lui annonce en effet que s'il veut pratiquer la médecine en Belgique, il doit refaire l'ensemble du cursus. Sept années, sans compter les spécialisations. Numéris clausus oblige. La pilule est amère. « Je n'ai jamais choisi la médecine pour l'argent, mais parce que j'aime ce métier. Ça restera toujours un regret. Même si ce que je fais chez Convivial, en aidant les autres, m'apporte un peu de réconfort. Et puis je peux donner de temps en temps des conseils aux gens sur les questions de santé. »

A la frustration de ne pas pouvoir pratiquer son métier, s'ajoutent des considérations d'ordre matériel. Dans un an et demi, l'ex-médecin devra prendre sa retraite. Onze années de carrière non universitaire, voilà, on s'en doutera, qui ne pèsera pas bien lourd dans le calcul de sa pension. Et Sosthène est loin d'être le seul dans cette situation. Il a pu en faire le constat lors des groupes de parole qu'il anime. « Les réfugiés qui arrivent jusqu'en Europe appartiennent généralement à une classe sociale plutôt

élevée. Pour venir jusqu'ici il faut des moyens financiers. Ou alors être très astucieux ! Dans le groupe de parole, par exemple, il y a deux médecins, un ancien ambassadeur, un ancien banquier. La Grapa (garantie de revenu aux personnes âgées NDRL), ce n'est pas exactement ce dont on rêvait pour nos vieux jours. » On en conviendra.

Si Sosthène peut se réjouir d'avoir ses trois enfants près de lui, beaucoup de réfugiés n'ont pas cette chance. A la précarité s'ajoute souvent la solitude. « La plupart ont leur famille éparpillée aux quatre coins du monde. Dans le groupe, il y avait une mamie rwandaise de 90 ans. Ses deux filles vivaient en Allemagne. Son mari, instituteur, venait de décéder. Elle s'est retrouvée toute seule en Belgique. Elle était alphabète », se souvient Sosthène. Devant toutes ces difficultés, certains seniors font le choix de rentrer au pays. C'est en tout cas ce qu'a décidé la nonagénaire. Mais cette solution est parfois idéalisée. « Tu es un étranger en Belgique. Mais si tu rentres au pays, tu risques aussi de te retrouver comme un étranger là-bas. Le pays a changé. Tu ne retrouves plus les gens que tu connaissais. Et tu finis par te retrouver aussi seul qu'ici. »

Pas le temps

Selon un adage africain, il y a deux moments dans la vie où une personne doit demander à l'autre de l'attendre, raconte Sosthène. La première fois, c'est quand l'enfant demande à son père de l'attendre parce que celui-ci marche trop vite devant lui. La seconde, c'est quand le vieillard demande à son fils de l'attendre parce qu'il est devenu trop lent pour le suivre. « Dans mon pays, il est de coutume que les enfants s'occupent de leurs vieux parents. Mais ici, ils n'en ont pas le temps. Ce n'est pas leur faute, c'est le mode de vie qui ne le permet pas », observe-t-il sans porter de jugement de valeur.

Avec les seniors d'un groupe de parole, il a visité plusieurs maisons de repos à Bruxelles. Le manque de personnel et de disponibilité pour s'occuper des résidents l'a fortement marqué. « Il y a

un côté robotisé dans ces institutions qui fait peur. Hop, tout le monde à la douche, au lit... Ça fait un peu travail à la chaîne ! » L'ex-médecin se souvient d'un confrère au Rwanda qui exerçait à 30 km de Kigali. Il était si réputé que les patients quittaient l'hôpital spécialisé de la capitale spécialement pour le rencontrer. « Il prenait le temps d'écouter chaque patient, de lui expliquer le problème dont il souffrait, comment il allait le soigner. C'était ça son seul secret. Prendre le temps. »

Contrairement à ce que chantait Jacques Brel, « quand on devient vieux, on devient très bavard », remarque Sosthène. Il n'est pas rare, en revanche, d'oublier les langues qu'on a apprises pour ne plus se souvenir que de son idiome d'origine. Pour occuper sa retraite, Sosthène a un projet en tête. Il voudrait mettre en place un système d'entraide aux seniors en s'appuyant sur leurs communautés d'origine. « Les migrants qui viennent d'un même pays pourraient, par exemple, venir voir les seniors dans les maisons de repos pour bavarder. Mais c'est peut-être idéaliste ? »

Sandrine Warsztacki

1. Convivial, rue du Charroi, 33-35 à 1190 Bruxelles – tel. 02 503 43 46 – courriel : info@convivial.be – site : www.convivial.be

Primo-arrivant âgé, vieil arbre déraciné

Tchéchènes, Arméniens, Rwandais... Les personnes âgées issues de migrations récentes sont peu nombreuses en Belgique. Mais elles se révèlent particulièrement fragilisées suite à l'expérience traumatisante de l'exil et au déracinement qu'il implique.

La Clinique de l'exil¹ aide les réfugiés ou demandeurs d'asile par des soins de santé mentale adaptés à ce public. «La majorité de notre public a autour de trente ans, expliquent Paul Jacques et Nouné Kara Khanian, psychologues. Il y a très peu de personnes âgées chez les primo-arrivants, une quinzaine peut-être sur les mille quatre cents dossiers que nous avons actuellement. En général, après un certain âge, ils ne veulent plus quitter leur pays, peu importe la situation de précarité dans laquelle ils vivent; ils préfèrent mourir chez eux.» Car à cet âge-là, c'est bien de départs définitifs dont il s'agit.

Au centre Exil², même constat. «Mais ce sont sans conteste les personnes les plus vulnérables, nous dit Froduald Gatarayiha, psychothérapeute. Ils sont fragilisés par leur parcours, ils ont connu des pertes multiples, en vies humaines, matérielles et de liens sociaux. Souvent les familles sont complètement éclatées.»

Si le réseau, familial ou professionnel, constitue un véritable vecteur de résilience (à savoir la capacité à rebondir après un traumatisme), chez les personnes âgées, il est difficile à activer. Les situations les plus difficiles sont celles des personnes qui arrivent seules. Parce qu'elles ne peuvent pas s'appuyer sur des membres de leur communauté, peu nombreuse et éclatée dans différentes villes du pays. Et parce qu'elles connaissent peu de personnes de leur âge. La perte de repère est alors totale.

Quand elles rejoignent leurs enfants et petits-enfants, les problèmes ne sont pas

résolus pour autant. On observe souvent une confrontation entre les rôles traditionnels et ceux de la culture dans laquelle ils atterrissent: un sentiment d'inutilité, surtout chez les hommes, une remise en question par les petits-enfants du rôle de transmission de valeurs culturelles des grands-parents, des conflits de génération, bref, la perte de la reconnaissance ou du statut social acquis dans leur pays. «Ils ont souvent l'impression que leur famille prend distance avec eux, le sentiment d'être une charge pour leur famille», explique Froduald Gatarayiha.

Et si le maintien de relations virtuelles avec leur pays est un facteur favorable au niveau de leur état psychique, la maladie et la mort de proches dans le pays d'origine sont par contre très difficiles à vivre.

S'adapter, non s'intégrer

Les difficultés vécues par les personnes âgées se compliquent davantage quand elles ne parlent pas le français. On observe chez elles de réelles difficultés à apprendre une nouvelle langue car elles ont des problèmes de mémoire et de concentration. C'est aussi l'absence d'un projet de vie (projet professionnel par exemple) qui entrave le dépassement des traumas et empêche ces hommes et ces femmes de «tourner la page».

Pour Paul Jacques et Nouné Kara Khanian, à partir d'un certain âge, on ne peut plus parler d'intégration, mais d'une adaptation, qui est elle-même

difficile. «Souvent ces personnes vivent», nous disent-ils, même s'il existe de merveilleux contre-exemples. Comme le disait subtilement une de leurs patientes âgées: «C'est comme si on déplaçait un vieil arbre. Plus il est vieux, moins on a de chance qu'il reprenne racine.» «La souffrance ne vient pas de ce qu'ils ont vécu, ajoute quant à lui Froduald Gatarayiha, mais plutôt de la perte de repères actuelle.»

En conséquence, on note chez ces personnes beaucoup de dépressions et de troubles anxieux, parfois doublés d'une dégradation physique, de difficultés de mobilité voire de problèmes de santé plus sérieux. «Souvent ils passent leur temps de service en service, de consultation en consultation, ce qui complexifie la prise en charge, témoigne Froduald Gatarayiha. Or s'il existe des structures qui tentent de répondre aux problématiques des jeunes par exemple, ce n'est que très peu le cas pour les personnes âgées.»

Marinette Mormont

1. La Clinique de l'exil: rue Docteur Haibe, 4 à 5002 Saint-Servais - tél.: 081 73 67 22 - courriel: clinique.exil@province.namur.be

2. Exil asbl: centre médico-psychosocial pour victimes de violations des droits de l'homme, de la torture et pour personnes exilées (centre de santé mentale agréé) avenue de la Couronne, 282 à 1050 Bruxelles - tél.: 02 534 53 30 - courriel: info@exil.be - site web: www.exil.be

Brugmann, au chevet des patients étrangers cancéreux

Pour répondre aux difficultés de communication et de prise en charge des patients étrangers, l'unité d'hémo-oncologie du CHU Brugmann¹ a mis sur pied un projet d'accompagnement multiculturel des patients atteints d'un cancer.

L'hôpital Brugmann, comme la plupart des hôpitaux publics, est un carrefour de patients d'origines diverses et parfois très isolés du point de vue socio-économique. Dès lors, les difficultés de communication entre patients étrangers et soignants ne sont pas rares. Elles sont dues aux barrières linguistiques et aux différences de perception de la santé et de l'hôpital. Cette question n'est pas neuve, mais elle se pose avec plus d'acuité face à certaines maladies.

«En oncologie, le rapport à la maladie, à la dégradation physique et à la mort est éminemment culturel, explique Johanna Maccioni, psychologue et engagée à mi-temps pour le projet. C'est aussi le cas dans toutes les unités où l'on traite les maladies chroniques et où il y a un rapport à la vie et à la mort: la maternité, les soins palliatifs, les soins intensifs, les urgences...» Ces différences de perception génèrent des conflits, des tensions ou des malentendus. Par ce projet, l'unité d'hémo-oncologie du docteur André Efir a eu la volonté d'améliorer la prise en charge de ses patients étrangers.

Première étape, franchie en 2009: l'évaluation des difficultés et besoins des soignants de l'unité par le biais d'un questionnaire. 80 % d'entre eux ont alors noté des difficultés de prise en charge des patients étrangers dues à des problèmes de communication et de relation avec les familles des patients. 42 % estimaient qu'ils n'avaient pas de moyens pour y répondre et 50 % avaient le sentiment que les patients d'origine étrangère étaient moins bien pris en charge que les autres.

Quatre axes de travail ont alors été développés: la formation des soignants, via des supervisions et l'organisation de conférences; l'adaptation du lieu d'accueil afin d'en faire un lieu convivial (rencontres, expositions d'artistes d'origine étrangère, magazines en plusieurs langues...); l'amélioration de l'information des patients par le biais d'une brochure traduite en turc et en arabe (et prochainement en polonais, entre autres); et la mise sur pied d'une cellule pluridisciplinaire d'accompagnement pour ces patients. Composée du patient, d'un représentant de sa famille, un médecin, un psychologue, une assistante sociale, la médiatrice interculturelle et un interprète, elle a pour but d'améliorer la communication entre les patients (et leur famille) et les soignants, mais aussi entre les soignants entre eux.

Autant de difficultés, plus de moyens pour y faire face

«La communication avec les patients ne doit pas seulement passer par leur famille, précise Johanna Maccioni. D'autant plus que parfois les parents ne traduisent pas tout. Avant on appelait aussi les femmes de ménage qui parlaient turc ou arabe par exemple, mais souvent elles se mettaient à pleurer avec le patient... La communication en oncologie a une lourde charge émotionnelle. C'est pourquoi nous travaillons avec la médiatrice interculturelle de l'hôpital et avec des interprètes sociaux qui sont formés et supervisés.»

Le fait de collaborer avec la médiatrice interculturelle n'était pas une nouveauté. Mais c'est bien la manière de collaborer qui a changé. Force est de

constater que la médiatrice est beaucoup plus mobilisée qu'auparavant et que dans d'autres unités. «Notre médiatrice interculturelle a un très chouette profil, s'enthousiasme Johanna Maccioni. Elle est anthropologue, elle n'a pas un rôle d'interprète, mais véritablement de point de contact, d'information, de personne-relais.»

Une évaluation du projet un an après son lancement a permis de noter des évolutions positives auprès des soignants. Si la même proportion du personnel estime toujours rencontrer des difficultés dans la prise en charge des patients étrangers, 100 % d'entre eux disent avoir les moyens pour y faire face et seuls 23 % continuent de penser que les patients allochtones sont moins bien soignés que les autres. Cette évaluation n'a néanmoins pas intégré le point de vue des patients.

Ce sera sans doute l'une des prochaines étapes du projet, nous confirme Johanna Maccioni. Autres perspectives envisagées: la dissémination de ces pratiques vers d'autres unités de l'hôpital, la réalisation d'un guide sur la prise en charge des personnes allochtones atteintes de cancer et un travail en amont d'éducation à la santé dans les communautés concernées.

Né en 2009, ce projet est financé pendant trois ans dans le cadre du plan national du cancer. Il a aussi reçu le prix Geert Noël (Fondation Roi Baudouin) en décembre dernier.

Marinette Mormont

1. Unité d'hémo-oncologie, CHU Brugmann: place van Gehuchten 4 à 1020 Bruxelles - tél.: 02 477 21 11 - site: www.chu-brugmann.be/fr/méd/hematonco/

Convivial investit dans des logements de transit

Le mouvement Convivial¹, qui a pour mission d'aider à l'insertion des réfugiés, vient d'acheter une maison grâce à un don généreux. Cette maison fera office de logement de transit pour sept ménages composés de réfugiés vulnérables. Une nouvelle corde à l'arc de cette association qui a fait du logement sa spécialité.

Pendaison de crémaillère, chaussée d'Alseberg. Le 3 février, le mouvement Convivial, composé notamment de l'asbl Convivium, célébrait la fin des travaux dans sa maison récemment acquise baptisée «Florida», du nom d'une réfugiée rwandaise co-fondatrice de l'association. Pour la première fois de son histoire, Convivial devient propriétaire d'une maison transformée en logement de transit pour des réfugiés vulnérables fraîchement reconnus. Un don anonyme conséquent, il y a deux ans, a permis aux responsables de l'association d'envisager cette petite folie. Restait à trouver une maison, puis demander un prêt pour financer des travaux afin d'aménager sept appartements. La maison est désormais prête à accueillir ses premiers résidents. Bruno Gilain, le directeur de Convivial, ne cache pas sa joie « nous sommes impatients d'accueillir les premiers réfugiés et de faire du travail social ».

Pour Convivial, le suivi et l'accompagnement de réfugiés vulnérables en logements de transit ne sont pas une nouveauté. Grâce à un partenariat avec des propriétaires privés et une agence immobilière sociale (AIS), l'association a aidé trente-quatre personnes à s'installer dans dix logements de transit en 2009, il s'agit du projet «toit». Les logements de transit qu'occupent des réfugiés qui viennent d'obtenir leur statut, sont théoriquement disponibles pour une période de six mois, mise à profit pour souffler un

peu, se repérer en Belgique, percevoir une aide sociale, entamer des formations, et, bien sûr, commencer des démarches pour trouver un logement plus durable. L'utilité de ces logements de transit est réelle, mais il en existe peu, c'est pourquoi Convivial a décidé de consacrer ces sept nouveaux logements à des personnes vulnérables, qu'il s'agisse de familles avec enfants, de personnes âgées, ou de sans domicile fixe. Ces groupes cibles ont besoin d'un suivi social important, qui leur sera fourni grâce à une permanence quotidienne de l'association. À l'avenir, Convivial a l'ambition de développer l'offre de logements de transit grâce à des partenariats avec des AIS pour qu'elles augmentent la part de ce type de logements dans leur parc immobilier.

Le logement, au cœur des activités de Convivial

L'achat d'une maison par Convivial contient une charge symbolique, car le logement a toujours été au cœur des activités de l'asbl qui, non seulement, aide au transit mais, surtout, accompagne les réfugiés dans la recherche d'un logement durable. Davide Grosso, responsable de l'antenne logement, nous explique que le fait de trouver un logement est un grand défi pour un réfugié qui sort d'un centre d'accueil: «le réfugié n'a pas tous les repères nécessaires et doit faire face à la flambée des prix, aux réticences de nombreux propriétaires et au fait de

dépendre du CPAS, qui parfois tarde à verser l'aide». Pour aider les réfugiés à franchir ces obstacles, Davide Grosso et son équipe les accompagnent dans leurs recherches, les informent de la réalité du marché du logement et même, parfois, prêtent de l'argent (sans intérêt), notamment pour des garanties locatives. Afin d'assurer au mieux cette mission, Convivial construit un réseau de propriétaires labellisés «sympathiques», qui louent leurs logements aux réfugiés.

L'année passée, Convivial a aidé 325 ménages à trouver un logement, mais 41 % des demandes de logement qui leur étaient adressées n'ont pu être honorées. Les responsables de l'association pointent différents facteurs expliquant ce taux assez élevé: problème de l'offre insuffisante et des loyers trop chers, difficultés à fidéliser les propriétaires «sympathiques», enfin, la fameuse crise de l'accueil est montrée du doigt, les réfugiés reconnus étant encouragés à sortir au plus vite des centres d'accueil, ce qui accroît le nombre de sollicitations adressées à l'association.

Cédric Vallet

1. Convivial, rue du Charroi, 33-35 à 1190 Bruxelles – tel. 02 503 43 46 – courriel: info@convivial.be – site: www.convivial.be

Entre voisins, l'habitat groupé pour seniors

Au 490, chaussée de Wavre, un groupe de seniors a choisi de vivre en habitat groupé pour pouvoir partager leurs moments de solitude tout en gardant leur indépendance. Cette maison fait partie d'un vaste réseau baptisé Abbeyfield.

Tout a commencé avec un voyage en Angleterre. Xavier Leroy, à l'époque professeur de gérontologie à l'UCL, s'intéresse alors au concept Abbeyfield. «Rien à voir avec les cloîtres du Moyen-âge, précise-t-il d'emblée. Abbeyfield road, c'est le nom de la rue à Londres où a été fondé la première maison en 1956.» Petit retour en arrière. Nous sommes au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Bon nombre de veuves de guerre se retrouvent seules pour affronter les difficultés de la vie quotidienne. Un militaire s'émeut de leur situation. Il décide alors de créer une maison communautaire pour les vieilles dames de son quartier. Une façon pour elles de faire des économies d'échelles. Et surtout de rompre l'isolement.

Chacun chez soi, mais tous ensemble sous le même toit. Le concept séduit. Aujourd'hui, il existe plus de 1 000 maisons Abbeyfield réparties dans une douzaine de pays. En Belgique, on en dénombre quatre¹: deux en Région wallonne (Lixhe et Namur) et deux à Bruxelles (Etterbeek et Watermael-Boisfort). Parce qu'elle a été rénovée en partie grâce à des subsides de la Région bruxelloise, la maison d'Etterbeek a la particularité de s'adresser à un public dont les revenus sont limités. Les conditions sont les mêmes que pour accéder aux logements sociaux de la Société de logement régional bruxellois (SLRB). A savoir, ne pas dépasser un plafond de 19 500 euros par an. Les habitants louent la maison à la commune d'Etterbeek et se partagent les frais liés aux charges, à l'entretien du bâtiment, aux repas commun.

Petit tour du propriétaire

Shiva, le chien de Claire, vient nous faire la fête pendant que sa maîtresse fait visiter les lieux. Chaque locataire dispose d'un flat d'une quarantaine de m², composé d'un salon, d'une kitchenette, d'une chambre et d'une salle de bains adaptée pour les chaises roulantes. Sur la table du salon, le portable sur lequel Claire fait les comptes de l'immeuble est encore chaud. «Ici, chacun doit y mettre du sien pour assurer le fonctionnement de la maison», souligne notre guide. La gestion de chaque maison est autogérée par une asbl dont les habitants sont membres. De même, les volontaires qui viennent donner un coup de main peuvent aussi être admis comme membres adhérents. Au rez-de-chaussée, une vaste salle à manger et une cuisine lumineuse servent d'espace commun. C'est ici que les habitants se rassemblent deux fois par semaine pour le repas commun.

«Ce qui est important à savoir aussi, c'est que nos maisons Abbeyfield se veulent des lieux tournés vers l'extérieur», commente Xavier Leroy. D'une part, il y a les visites des bénévoles sur place. Ils apportent souvent une aide sociale, juridique ou administrative, précieuse pour les habitants. D'autre part, les habitants eux-mêmes sont soucieux de s'inscrire dans la vie locale. Une des locataires d'Entre voisins a longtemps donné des cours pour soutenir les ados de l'école de devoirs, m'explique-t-on. D'autres se sont mobilisés pour participer à la fête de quartier.

C'est que les locataires d'Abbeyfield sont des seniors dynamiques. «En Angleterre, le concept Abbeyfield s'est peu à peu transformé en maison de repos. Contrairement à l'Angleterre, en Belgique, nous disposons déjà d'un réseau de maisons de repos. Nous restons donc très attachés à l'idée que les gens qui viennent vivre dans une maison Abbeyfield doivent être autonomes et indépendants», explique l'ancien professeur de gérontologie qui aujourd'hui habite lui-même l'une de ces maisons. La visite médicale fait d'ailleurs partie de la procédure mise en place pour intégrer un de ces logements. Tout comme la lettre de motivation, la rencontre avec l'assistante sociale et le séjour de deux semaines dans la chambre d'amis. Et si un des habitants en vieillissant n'est plus capable de vivre sans assistance, il lui faudra alors penser à d'autres solutions. A son arrivée, chaque locataire désigne une personne de confiance, souvent un membre de la famille, qui pourra prendre une décision le cas échéant. «Bien sûr, si une voisine se casse un bras, on va l'aider à faire ses courses ou s'habiller. Il faut savoir qu'il y a une réelle solidarité entre les habitants de cette maison», précise toutefois Françoise qui habite là depuis six ans.

Sandrine Warsztacki

1. Abbeyfield Belgium : chée de Wavre, 490/9 à 1040 Bruxelles – courriel: abbeyfield.asbl@skynet.be – site: www.abbeyfield.be



ARTICLE PUBLIÉ À L'ORIGINE DANS ALTER ECHOS N°304 DU 29 OCTOBRE 2010

Oser le part'âges d'habitats ? Pas si simple...

Alors que les exemples de *Gated Communities*, ou quartiers résidentiels enclos et sécurisés, réservés à des communautés homogènes, notamment en fonction du critère d'âge, sont bien implantés aux Etats-Unis et tendent à essaimer sur le Vieux Continent, rassemblant des seniors désireux de vivre dans un environnement préservé qui leur est dédié, un certain nombre de projets mettent plutôt en avant la nécessité et l'intérêt de rassembler les générations sous un même toit ou dans un même complexe de logements, de façon à restaurer les solidarités et favoriser les échanges « gagnant-gagnant ».

Habitat groupé, partagé, kangourou... Chacune de ces formules d'habitat intergénérationnel présente des caractéristiques propres, mais elles reposent toutes sur le principe d'un partage et d'une mutualisation des espaces de vie, tout comme des ressources inhérentes à chaque génération afin de construire des relations de vie qui réconcilieraient

Le vendredi 1^{er} octobre 2010, s'est tenue à l'Abbaye de Saint Denis (Obourg), une journée de rencontres et d'échanges sur la thématique des habitats intergénérationnels. Organisée conjointement par l'asbl Habitat et participation¹, l'UCP, mouvement social des aînés², et la Ligue des familles³, cette journée a montré que l'habitat intergénérationnel est sans doute une réponse parmi d'autres, qui n'est pas forcément évidente à mettre en œuvre, étant donné les pièges et écueils d'un système peu adapté à ce type de projets, et qui doit être prônée avec discernement, notamment par les opérateurs institutionnels.

les âges. Est-ce à dire qu'elles sont dans les faits une solution aux problèmes de logement que peuvent aujourd'hui rencontrer les aînés, en interaction avec les besoins d'autres catégories comme les familles avec enfants, les ménages monoparentaux, les personnes isolées ou en décrochage social? Faut-il mettre l'intergénérationnel au devant de la scène comme la solution miracle, permettant la rencontre des besoins de chacun et de tous? C'est sans doute la question que se posaient les nombreux

aînés venus assister aux présentations et autres ateliers qui ont jalonné cette journée de réflexion.

Un public curieux et en recherche d'infos

Comme l'a relevé Anne Jaumotte (UCP), « il est clair que le public présent était avant tout à la recherche d'explications à propos de l'habitat intergénérationnel, désireux sans doute de trouver des alternatives au trajet trop

souvent tracé qui va de la maison unifamiliale devenue trop grande et inadaptée à l'entrée en maison de repos. Cela ne veut pas dire qu'ils ont tous été conquis par ce modèle qui nécessite une mobilisation importante et un investissement en temps, mais ils étaient curieux d'en savoir plus⁴. Des explications, en ont-ils trouvé en suffisance? Pas forcément car, sans doute, comme le relevait David Mignolet, d'Habitat et participation, «la journée a-t-elle manqué de balises pédagogiques, surtout en matinée, concernant les formes d'habitat intergénérationnel et leurs conditions de possibilité.»

Cela étant, des constats ont d'emblée été dressés en matière de démographie et de vieillissement important de la population ou encore en matière de parcours résidentiel chez les plus de 55 ans⁵. En matière de logement et plus largement d'aménagement du territoire, il a été relevé que le modèle jusqu'ici en vigueur de la villa quatre façades, occupée par un ménage composé d'une cellule familiale restreinte et se déplaçant dans son véhicule personnel, pourrait bien avoir vécu, même s'il reste profondément ancré dans nos schémas de vie. En effet, bon nombre de ces villas sont aujourd'hui sous-occupées par des personnes âgées, isolées, de moins en moins capables de gérer de telles infrastructures, mais néanmoins attachées à leur lieu de vie tout en étant peu désireuses de le partager. Par ailleurs, des jeunes ménages avec enfants sont clairement à la recherche de ce type de biens, sans pour autant en avoir les moyens, ce qui pose la question de l'adéquation sur le long terme d'un tel mode d'habitat. Un même constat peut également être transposé au secteur du logement social où des logements trop grands restent encore trop souvent (sous-)occupés par des personnes âgées attachées à leur lieu de vie, quelque part au détriment de ménages avec enfants qui peinent à trouver un toit adapté à leurs besoins, faute de disponibilités dans le parc immobilier social.

Des exemples qui interrogent

Le décor ainsi posé, la matinée a été consacrée à la présentation, tantôt par

des films, tantôt par des témoignages directs, de plusieurs exemples de mise en œuvre d'habitat intergénérationnel. Trois initiatives menées par des porteurs de projets issus d'horizons multiples, et initiées à des époques différentes, qui finalement témoignaient de la diversité des formules et probablement aussi des difficultés engendrées par de tels dispositifs (voir encadré).

A l'issue de ces présentations, David Mignolet (Habitat et participation) n'a pas manqué de relever que s'engager dans une démarche intergénérationnelle demandait beaucoup d'investissement, une énorme maturité et une volonté de s'inscrire dans un projet collectif: «Notre expérience nous montre que si la seule préoccupation des partenaires dans un projet d'habitat groupé ou partagé est le facteur économique, ce dernier est déjà fortement hypothéqué. La pérennité de ces expériences repose sur d'autres liens existants et à tisser entre les membres du groupe. Le caractère intergénérationnel suppose de surcroît un certain regard sur la société et le mélange des âges. Dès lors, il faut bien préparer ces projets, a fortiori s'ils sont initiés par des opérateurs institutionnels.»

D'une manière un peu provocatrice, Denis Lambert, secrétaire général de la Ligue des familles et co-organisateur de la journée, n'a pas manqué de mettre en exergue le décalage de ces projets intergénérationnels avec nos modes de vie individualistes: «L'intergénérationnel est un mot-valise, mais qui peut prendre de multiples visages: est-ce à dire que nous devons tous nous engager dans l'habitat groupé ou partagé? Avons-nous envie de vivre ensemble, toutes générations confondues? Pas forcément. Ne faut-il pas plutôt réfléchir à créer des quartiers intergénérationnels, en repensant la mobilité, l'aménagement du territoire? C'est une réflexion que mène la Ligue des familles.»⁶

Lever les obstacles

Dans l'après-midi, la question du partâges d'habitats a continué d'être explorée, lors d'ateliers cette fois plus didactiques consacrés aux solidarités intra- et interfamiliales, à la structuration

d'un projet intergénérationnel (conception, mise en œuvre, étapes successives...), aux rapports sains entre différents publics (réciprocité, mixité sociale), au caractère acquisitif ou locatif des habitats groupés ou partagés. Une visite du projet des habitants de l'Abbaye de Saint-Denis qui abrite dans ses murs une expérience d'habitat groupé était également prévue au programme. Enfin, l'après-midi a aussi permis un débat entre acteurs politiques et secteur associatif, au cours duquel la nécessité de lever les freins juridiques à ces projets (risque de perte des allocations sociales au taux isolé, règles urbanistiques ne permettant pas la division d'un logement ou en matière de lotissements...) a été réaffirmée, ainsi qu'une aide à apporter aux projets-pilotes. Comme l'a rappelé Bernard Monnier, chef de cabinet adjoint du ministre wallon en charge du Logement, Jean-Marc Nollet (Ecolo), lors de ce débat, «on ne décrète pas la mixité sociale et intergénérationnelle, mais on peut la susciter.»

Des décideurs sensibilisés

Il est grand temps que la question du vieillissement de la population et des problèmes en termes de logement que cette situation va générer soit prise en compte dans les politiques régionales: or, comme le relevait en septembre dernier Christos Doulkeridis (Ecolo), secrétaire d'Etat bruxellois du Logement, lors de la journée internationale des seniors, «la plupart du temps, les seniors ne sont pas pris en considération explicitement dans les politiques du logement; ils ne constituent pas une catégorie spécifique en tant que telle». Et le ministre bruxellois du Logement d'annoncer qu'un des axes de sa politique consiste à essayer de les sortir de ce véritable «angle mort». Pour cet édile écolo, l'habitat intergénérationnel est une des pistes à creuser, notamment au travers du principe d'un partage de l'habitat tel que le conçoit le logement kangourou, où plusieurs générations vivent sous le même toit et se rendent mutuellement de menus services.

Concrètement, la Région finance l'agence immobilière sociale (AIS) «Les Trois Pommiers», située à Etterbeek et versée dans l'habitat intergénérationnel.

Des expériences concrètes

De l'expérience vécue au sein de la maison communautaire « la Verte voie » à Thimister (www.dbao.be), initiée dans les années 70 par sept jeunes couples et amis désireux de s'engager dans la voie de l'habitat groupé couplé à un lieu d'animation socioculturelle, on peut retenir que cette initiative correspondait à un souhait de vie communautaire et à des idées alternatives partagées pendant un certain nombre d'années par les personnes à la base du projet. Solidarité, transmission des savoirs, apprentissage de la vie en commun, bénévolat sont quelques-unes des valeurs qui ressortent clairement de cette expérience de vie, tout autant que la difficulté de mener un tel projet dans le temps. En effet, au gré des départs et des arrivées d'un projet initié il y a plus de 35 ans, ne réside finalement plus qu'un seul des couples présents à l'origine, lequel rencontre bien des difficultés à conserver l'esprit de départ, du fait de locataires davantage à la recherche d'un logement temporaire et bon marché que d'un lieu de vie pérenne et axé sur une mise en commun.

Autre expérience: celle du Clos Roger Thiéry, menée par le CPAS de Linkebeek désireux de créer du logement social intergénérationnel. Le projet imaginé en 1995, puis enterré, réactivé en 2004 et finalement réalisé fin 2006, comprend dix habitations moyennes de deux et trois chambres, destinées à des jeunes couples, ainsi que douze appartements sociaux pour personnes âgées (dont six réservées à des personnes à mobilité réduite). Les architectes en charge du projet, Pierre Lenders et Antoinette Defay, présents lors de la journée ont relaté les difficultés qui ont émergé lors de la mise en œuvre du programme ainsi déterminé, notamment en raison de la méfiance des habitants de la commune vis-à-vis d'une telle configuration, lesquels ont introduit un recours auprès du Conseil d'Etat. Autre écueil: alors que le programme initial prévoyait un espace communautaire, celui-ci a malheureusement été éliminé, pour des raisons d'aménagement des espaces. Enfin, le projet une fois réalisé, des difficultés ont surgi dans la cohabitation des différentes générations en présence, notamment dans le chef des personnes âgées se plaignant du bruit généré par les plus jeunes. Enfin, les liens entre générations se sont avérés peu soutenus dès lors qu'un accompagnement ne venait pas encadrer le dispositif de départ.

Dernier cas de figure: celui du Collectif Logement de la maison de la solidarité de Hannut (www.collectiflogement.be) qui, dans le cadre de ses activités d'insertion sociale en tant qu'association de promotion du logement (APL), offre à une population précarisée treize logements à loyer modéré. Depuis 2005, le collectif y a associé une dimension intergénérationnelle en accueillant dans certains logements des personnes âgées. De l'avis des initiateurs de ce projet, si la première préoccupation de ces personnes en difficultés sociales est de trouver un logement de manière urgente, la dimension intergénérationnelle a parfois du mal à prendre sa place et demande dès lors ici aussi un accompagnement assez consistant pour permettre d'impliquer les locataires dans des projets communs.

Des contacts ont également été pris avec le secrétariat d'Etat à l'Urbanisme, Emir Kir (PS), afin d'aplanir les difficultés urbanistiques résultant de l'opération de subdivision d'une maison unifamiliale. Des programmes visant à renforcer la cohésion sociale au sein des cités de logement social sont aujourd'hui soutenus et le ministre Doulkeridis souhaite l'inscription de l'habitat intergénérationnel dans

le Code du Logement. Enfin, la question de la modularité doit être promue, notamment au travers des primes à la rénovation. Un groupe «droit au logement» dans le cadre de la Conférence interministérielle Social – Santé devrait se pencher sur l'articulation du droit au logement des seniors avec les questions d'accessibilité, d'intégration sociale, d'autonomie et de soins à domicile.

Côté Région wallonne, une série de mesures ont été adoptées par le gouvernement wallon en vue d'anticiper et accompagner le vieillissement de la population et les besoins inhérents en matière de logements. Ici aussi on sent poindre la sensibilité des écologistes, chargés de la compétence du Logement, à l'égard de la thématique de l'habitat intergénérationnel, notamment à travers le lancement d'un appel à projets «Habitat durable» qui s'est clôturé en septembre dernier et qui visait notamment la mixité intergénérationnelle ou encore la modularité des logements. Au moment de la rédaction de cet article, la sélection des projets était en voie de finalisation. Autres initiatives: la constitution d'un groupe de travail autour de l'«habitat kangourou» ou encore le lancement d'une réflexion sur l'utilité de la création d'une aide individuelle à l'adaptation des logements pour les personnes en perte d'autonomie, à côté du prêt intergénérationnel déjà mis en œuvre par le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie qui s'adressent aux familles qui souhaitent transformer leur logement pour accueillir un ou plusieurs parents âgés⁷

Nathalie Cobbaut

1. Habitat et participation: pl. des Peintres, 1/4 à 1348 Louvain-La-Neuve – tél.: 010 45 06 04 – sites: www.habitat-participation.be, www.habitat-groupe.be
2. UCP: chée de Haecht, 579/bte 40 à 1031 Bruxelles – tél.: 02 246 46 77 – site: www.ucp-asbl.be
3. La Ligue des familles: av. Emile de Béco, 109 à 1050 Bruxelles – tél.: 02 507 72 11 – site: www.citoyenparent.be
4. La rédaction d'un dossier sur l'habitat intergénérationnel est actuellement en voie de finalisation et devrait être disponible sur le site de l'UCP (www.ucp-asbl.be) début novembre (rubrique Publications, revue n° 31).
5. Enquête menée à la demande du département Logement (DG4 du SPW, Service public de Wallonie), rue des Brigades d'Irlande, 1 à 5100 Namur – tél.: 081 33 21 10 – Pour un résumé de cette enquête, voir les *Echos du Logement* n° 3, 2009 – téléchargeable sur http://mrw.wallonie.be/.../EchosLog09_3.pdf
6. À parcourir: le dossier «Politique de logement, de mobilité, d'aménagement du territoire et habitat intergénérationnel, novembre 2009 – téléchargeable à l'adresse: www.citoyenparent.be/Public/combat/PressRelease.php?ID=32333...
7. FLW: rue de Brabant, 1 à 6000 Charleroi – site: www.flw.be/prets-aux-parents-ages

Biloba : de quelques paradoxes sur les seniors issus de l'immigration

A force de parler de la jeunesse d'origine étrangère, on en viendrait presque à oublier que même les personnes issues de l'immigration vieillissent. Cette question est actuellement au centre des discussions des populations d'origine étrangère vivant en Belgique puisque la première génération a atteint l'âge de la vieillesse et réclame de plus en plus une aide permanente pour faire face à ses besoins quotidiens.

Dans les sociétés occidentales, la professionnalisation des politiques d'aide aux personnes âgées offre une série de services (à domicile ou dans les maisons de repos) permettant de faciliter la vie familiale et la fin de vie du senior. Mais pour les personnes âgées bruxelloises issues de l'immigration, originaires d'un milieu rural, religieux et traditionnel différent, le placement d'une personne âgée dans un centre d'hébergement déclenche souvent une pression communautaire et provoque un sentiment de honte.

Afin de répondre à ce besoin social et médical tout en réfléchissant sur la gestion de la diversité et l'accès aux soins pour les personnes âgées, la Maison Biloba¹ («un lieu de vie solidaire pour les séniors du quartier Brabant» à Schaerbeek) a organisé le 17 novembre une journée de réflexion pour parler de «Devenir âgé dans un quartier qui change, vieillir en Belgique, vieillir là-bas, vieillir entre ici et là-bas».

Aider la personne aidante

Revenant sur la genèse du projet, le docteur Bernard Vercruyse (administrateur de la Maison Biloba) précise que l'idée d'une maison spécialisée dans l'accueil des personnes âgées issues de l'immigration découle en réalité d'un questionnaire sur «le suivi médical des personnes

âgées». En effet, plus une personne âgée vieillit, plus sa santé décline et plus elle perd son autonomie de gestion de sa propre santé. Du coup, elle court un plus grand risque d'avoir un grave problème de santé, d'où la nécessité pour les professionnels de la santé ou les pouvoirs publics d'intervenir plus tôt dans le suivi médical des personnes âgées. «A ce stade, tout intervenant professionnel doit faire face à deux types de contextes: le premier est la personne âgée accompagnée d'un aidant personnel (enfant, parent éloigné, ami). Paradoxalement, celui-ci se plaint régulièrement de sa situation d'aidant mais refuse toute intervention directe auprès de son patient car elle tire justement sa valorisation de sa fonction auprès du senior. Dans ce cas il est plus facile d'aider la personne aidante pour faciliter l'accès aux soins que la personne âgée directement. Le deuxième contexte est le cas des personnes âgées issues de l'immigration où rien de classique (services d'aide familiale, services infirmiers, aides à domicile) ne fonctionnait pour leur venir en aide».

Seul et «très vieux» à Emirdag ou à Tanger

Face à cette situation d'impuissance, les professionnels de la santé mettent au point des groupes de paroles composés de vieux Turcs et de vieux Marocains pour tenter de comprendre les attentes

spécifiques et d'identifier les blocages. A leur grande surprise, les seniors issus de l'immigration témoignent d'une grande capacité d'adaptation et réfléchissent à des alternatives pour ne plus être une charge pour leurs proches. «Ce qui est curieux, c'est que ces personnes relayent régulièrement le mythe de la gestion des vieux dans leur pays d'origine alors qu'ils n'ont eux-mêmes jamais vécu avec des vieux dans leur pays. Ils sont venus en Belgique alors qu'ils étaient encore très jeunes puis ils ont vieilli ici sans jamais vivre dans un environnement de vieux», précise le docteur.

Pour justement comprendre le contexte du pays d'origine, l'équipe se rend dans les localités d'Emirdag (Turquie) et de Tanger (Maroc) d'où est originaire une grande partie de la population issue de l'immigration du quartier pour voir comment se passe la gestion des seniors «au pays». A Tanger, les médecins belges découvrent la maison d'un ancien calife transformée en «maison communautaire» composée de plusieurs cours où vivaient surtout les marginaux de la ville, le tout financé par le Rotary Club.

A Emirdag, l'équipe se rend dans le village de Karacalar où les résidents permanents sont principalement les «très vieux» parce que 80 % des vieux et des jeunes ont émigré en Europe. Ces «très vieux» vivent souvent tout seuls



© Françoise Walthéry

et avec le temps ils perdent leur autonomie et deviennent très dépendants de l'aide des tiers. Face à cette situation, le village décide à ses frais de construire quatre chambres pour les vieux en perte d'autonomie mais aucune personne âgée n'a accepté d'utiliser ces chambres. Pourquoi? «On s'est rendu compte qu'il existait une pression de la deuxième et de la troisième générations qui considèrent qu'une personne âgée allant dans une chambre d'accueil équivaut à un déshonneur pour la famille. Paradoxalement donc, tout le village était d'accord de financer la construction des chambres mais personne n'acceptait d'y envoyer ses personnes âgées en perte d'autonomie», relate Vercruysse.

Paradoxe des générations

L'autre paradoxe qui saute aux yeux est le suivant: les personnes âgées disent elles-mêmes qu'elles sont d'accord de vivre autrement que ce qu'indique la tradition (une tradition représentée et non vécue), mais ce sont les nouvelles générations qui s'y opposent car elles

veulent surtout préserver une image de la famille.

Décrivant la situation à Bruxelles, Bernard Vercruysse (qui travaille aussi pour la Maison médicale du Nord) explique que ce qui le frappe le plus souvent lors de ces visites à domicile auprès des personnes âgées issues de l'immigration, c'est la solitude de ces personnes. «Le cas typique dans le quartier Nord est la famille qui habite dans une maison bourgeoise avec un rez-de-chaussée commercial, la personne âgée toute seule au premier étage et le restant de la famille dans les autres étages. Ces patients âgés crient généralement dans la cage d'escalier pour appeler une personne afin de traduire mes propos parce qu'elles ne parlent pas la langue». Dans les maisons de repos, la durée moyenne de séjour des seniors issus de l'immigration est de deux à trois jours parce que la famille tente rapidement de l'extraire pour éviter la pression sociale de la communauté. «L'idée était donc de créer une structure qui puisse soutenir et encadrer les personnes âgées issues de l'immigration

vivant à Bruxelles». Après avoir trouvé des partenaires (Aksent, EVA, maison médicale du Nord, Fondation Roi Baudouin...) et un lieu, l'équipe a créé la Maison Biloba composée de quinze appartements autonomes et de grands espaces d'accueil pour les personnes âgées issues de l'immigration.

Le projet (bicommunautaire flamands/francophones et multiculturel) basé sur une coopérative à finalité sociale et soutenu par la Fondation Roi Baudouin s'articule autour de trois principes: soutien, formation et réflexion aux familles qui gardent les personnes âgées à domicile; idem pour les professionnels de la santé qui s'occupent des personnes âgées à domicile; et enfin une solution d'hébergement dans le respect des seniors et des familles issus de l'immigration.

Mehmet Koksal

1. Asbl Maison BILOBA Huis (et Société coopérative à finalité sociale E.MM.A): rue des Palais 10, 1030 Bruxelles - tél: 02/274.01.90 - GSM: 0489 56 88 81 - courriel: maisonbilobahuis@hotmail.com

Form'anim : l'éducation permanente au service des primo-arrivants

Établie à Seraing, l'asbl Form'anim¹ développe divers projets pour favoriser l'intégration des primo-arrivants. Cours de français, alphabétisation, éducation permanente, insertion sociale, formation font partie des outils pour favoriser cette intégration qui touche parfois aussi des primo-arrivants âgés.

Basée à Seraing, Form'anim a été créée en 1997. «Au départ, il y avait la volonté de différentes structures, toutes actives dans la lutte contre l'exclusion sociale, de disposer de plus de moyens pour être plus forts», raconte Michèle Simon, directrice de l'asbl. On y comptait alors trois associations d'éducation permanente, deux établissements scolaires techniques et professionnels, ainsi que deux services sociaux associatifs. En se mettant ensemble, les différents partenaires voulaient accentuer les synergies, parce qu'ils travaillaient avec les mêmes publics. C'est alors qu'est lancée la vaste campagne de régularisation de 2000... Le CA de Form'anim décide de centrer son action sur les primo-arrivants. Et depuis, l'asbl n'a pas cessé son combat. Soutenue à ses débuts par la Fondation Roi Baudouin, l'asbl a développé ses activités et sollicité les pouvoirs subsidiaires. Depuis 2006, Form'anim est agréée comme Service d'insertion sociale (SIS) par la Région wallonne et reconnue comme association d'éducation permanente par la Communauté française.

L'action de Form'anim couvre Seraing et les communes périphériques. «Il y a aussi les gens qui viennent s'établir et qui s'adressent à notre service Un toit pour toi. Ce sont des personnes qui viennent des centres d'accueil de la Croix-Rouge. Le parc locatif de Seraing reste encore abordable financièrement, même si les

logements ne sont pas «top». Quelque 800 personnes font appel à ses services. «Certaines viennent deux à quatre fois sur l'année, d'autres tous les jours, commente Michèle Simon. Ce sont surtout des Russes et des Congolais, mais nous travaillons avec 52 nationalités.»

Une éducation permanente multifacettes

L'approche éducation permanente se pratique au travers de diverses activités qui favorisent «l'émancipation sociale et culturelle, la lutte contre l'exclusion, l'engagement collectif en solidarité avec d'autres et la participation active dans les projets menés». Elle se fait, par exemple, via des tables de conversation, où l'on développe l'apprentissage du français... Il y a aussi un atelier-théâtre, mené en partenariat avec le Théâtre de la Renaissance (théâtre-action), qui travaille sur les récits de vie. La problématique de l'alphabétisation, la maîtrise des technologies de l'information et de la communication et l'approche critique d'Internet se font par le biais de l'Espace informatique. A cela s'ajoutent des ateliers de «vie sociale» qui portent sur tout ce qui a trait à la vie en société. D'autres activités sont plus ponctuelles, comme le Marché du monde au mois de novembre, qui vise à sensibiliser le grand public aux migrations et aux primo-arrivants. «Le but est de favoriser l'ouverture et la connaissance réciproque», insiste notre interlocutrice.

L'ensemble des activités de Form'anim vise surtout un public d'adultes (25 à 40 ans). Depuis trois ans l'asbl a ouvert une halte-accueil pour permettre aux parents de participer aux activités. «Ils n'ont pas accès aux crèches, parce qu'ils ne travaillent pas. Cette halte-accueil doit aussi permettre aux mamans seules de pouvoir sortir de chez elles pour rencontrer d'autres personnes.»

Les primo-arrivants âgés constituent moins de 10 % du public de Form'anim. «Ils sont plutôt en demande de cours de français. Cela dépend aussi de leur état de santé et de leur caractère. Certains ont besoin d'avoir des activités, pour ne pas rester chez eux. Mais une fois qu'ils ont leurs repères dans le quartier, qu'ils savent communiquer avec le médecin en français, ça leur suffit», constate Michèle Simon. «Ils font aussi des demandes via la permanence sociale pour les aider dans des démarches administratives concernant leurs parcours (suivi de la procédure de demande d'asile) ou la procédure de régularisation si leur demande d'asile capote... Tout dépend en fait depuis combien de temps ils sont là.»

Baudouin Massart

1. Form'anim: rue du Papillon, 42 à 4100 Seraing - tél.: 04 338 16 35 - site: www.formanim.be

Ce vieil étranger du Borinage

A Mons et dans le Borinage, la proportion d'immigrés du troisième âge n'est pas négligeable. Une initiative innovante imaginée par Yvonne Simeone tente de leur offrir une prise en charge adaptée. Un cahier *Labiso* lui sera bientôt consacré.

Mons et sa région, le Borinage et la mine. Les Italiens, les Marocains, les gueules noires. Une époque révolue, mais dont les traces sont encore vives. Car la plupart de ces étrangers qui jadis firent le voyage vers la Belgique n'en sont pas partis. Ils y ont vécu, parfois heureux, parfois malheureux et ont eu des enfants. Pas forcément un conte de fées, mais un état de fait. En débarquant en Belgique, un contrat à durée déterminée sous le bras, ils rêvaient souvent d'un retour au pays. Puis la vie a fait son œuvre et le retour n'est resté qu'une vague chimère. Cette population vieillit en Belgique, et qui se soucie vraiment d'eux ?

Yvonne Simeone est elle-même une fille de l'immigration italienne. De par son expérience et ses amitiés cosmopolites, elle réalise que les besoins propres des populations immigrées du troisième âge ne sont pas pris en compte. Au contraire, les caractéristiques culturelles ou religieuses de certains groupes peuvent susciter des incompréhensions, voire des tensions. Elle conçoit donc un projet pour tenter d'avancer concrètement sur ce thème. Elle est accueillie dans la galaxie du CPAS de Mons^[1], dans le cadre d'une recherche-action financée par la Région wallonne.

Intégrer la dimension culturelle

Il y a d'un côté les services de soins ou d'aide à domicile. Les maisons de repos ou les maisons médicales qui n'intègrent pas la dimension culturelle dans leur approche des personnes âgées. De l'autre côté, il y a les communautés de migrants et les

familles. Les aïeux attendent souvent de leurs enfants qu'ils les prennent en charge lorsque le temps de la dépendance fait son apparition. Le placement en maison de repos relève parfois de l'infamie aux yeux de certains « patriarches » ou de certaines communautés. Culpabilité, soulagement, chocs de valeurs sont autant de sujets intimes qui s'entremêlent lorsqu'une personne vieillit. Et tout cela n'est pas sans risques. Yvonne Simeone nous décrit le contexte d'une arrivée en maison de repos : « Les enfants s'accommodent avec leurs parents qui vieillissent. Mais quand physiquement ou mentalement ça ne va plus, alors les enfants font d'abord appel aux amis, à la famille pour aider. Puis aux services à domicile, et ensuite, ils arrivent à l'hôpital en catastrophe. » Enfin, à ces difficultés s'ajoute le fait que la personne immigrée doit accepter de mourir loin de son pays natal.

Des services de soin pour personnes âgées et des associations, il y en a. Pour Yvonne Simeone, « Tout existe déjà, il suffit d'ajouter une dimension culturelle ». Mais « il suffit » recouvre une réalité de terrain escarpée.

Dans un premier temps, il a fallu sillonner les routes du Hainaut pour rencontrer tous les acteurs, afin de dresser l'inventaire des forces en présence. Dans un second temps, il a fallu mettre ces acteurs en réseau. Les opérateurs du secteur de la santé, de l'hébergement des personnes âgées et du secteur associatif des différentes communautés se retrouvent tous les deux mois dans un groupe de travail. Ils se rencontrent et partagent les

informations et les bonnes pratiques. Petit à petit, le réseau fait son nid.

Deux actes concrets issus de cette mise en réseau peuvent être soulignés : la mise en place de séances de formation à l'interculturalité des professionnels du soin et l'accent porté sur l'interprétariat.

Bien souvent, la prise en compte de la « dimension culturelle » se résume à quelques attentions bien senties. C'est ce principe qui est appliqué à la Maison de repos de Bouzanton, dans le cadre de ce projet. Tout le personnel de la maison recevra la formation sur l'interculturalité prodiguée par le Centre pour l'égalité des chances et de lutte contre le racisme. Et c'est toute une série de petites choses qui seront mises en exergue à commencer par la qualité du premier accueil. Les besoins propres et l'écoute sont mis en avant. Là, l'interprétariat devra jouer son rôle car en vieillissant, les personnes âgées ont tendance à se plonger dans leur langue maternelle. Les boissons, les coutumes, l'alimentation, les pratiques religieuses et les rites funéraires devront aussi être pris en compte.

Un projet destiné à essaimer, au même titre que cette idée de mise en réseau qui place au centre les personnes immigrées du troisième âge.

Cédric Vallet

1. Convivial, rue du Charroi, 33-35 à 1190 Bruxelles – tel. 02 503 43 46 – courriel : info@convivial.be – site : www.convivial.be

Les migrants âgés ont des projets d'avenir

L'asbl Convivial' et l'Agence Alter ont organisé un colloque intitulé « Migrant(e)s âgé(e)s : bien vieillir et mourir ici ». Où l'on constate que, si peu de choses ont été anticipées pour ces populations, diverses initiatives locales bourgeonnent çà et là.

Deux comédiennes dos à dos, liées l'une à l'autre, tentent d'illustrer le grand écart entre des générations de migrants. Les anciens, taiseux, qui sont nés là-bas et vieillissent ici, se sentent encore « invités » en Belgique, pas vraiment chez eux. Les plus jeunes, nés ici, plus vindicatifs, désirent s'affirmer.

La première comédienne scande, l'air grave, « moi je suis les racines ». Sa comparse, très agitée, lui rétorque, du tac au tac, « les racines je les ai bouffées en salade ». Rires dans la salle qui accueille avec bienveillance cette troupe d'improvisation. Malgré une prestation un brin convenue et premier degré de la troupe « Sapristi », le théâtre permet d'ouvrir les vannes. Le public, composé de travailleurs spécialisés dans l'accompagnement des étrangers ou des personnes âgées, alimente l'improvisation et propose des thèmes qui seront au cœur des débats de la journée. Une spectatrice, visiblement émue, évoque aux acteurs ce travail souterrain des associations, dont on connaît peu l'œuvre quotidienne auprès des personnes âgées migrantes. Inspirée, elle les compare à des taupes, qui travaillent à l'abri des regards, et qui « aèrent la terre ». L'audience approuve. Il faut faire connaître ce travail, le sortir de l'ombre. Et, au-delà, faire connaître les problématiques propres aux personnes âgées issues de l'immigration.

Car tel était bien le thème du colloque organisé par Convivial et l'Agence Alter le 22 mars dernier et dont l'intitulé exact était « Migrant(e)s âgé(e)s :

bien vieillir et mourir ici ». Pendant une journée, les participants se sont attelés à décrire les difficultés que rencontre ce public mais aussi à échanger des pratiques, à recenser des pistes de solution.

Des problématiques propres aux migrants âgés

Vieillir et migrer ne sont pas des pathologies. Plusieurs intervenants ont mis en garde contre une problématisation excessive de ces deux phénomènes. Ce sont bien les conditions sociales du vieillissement ou de l'immigration qui peuvent poser problème. Il s'agit donc de bien identifier ces conditions et de distinguer les enjeux qui concernent toutes les personnes âgées de ceux propres aux migrants, même s'ils sont intimement liés.

L'étiquette « migrants âgés » couvre des réalités très différentes. Le migrant italien venu dans les années soixante pour travailler, traverse la vieillesse par d'autres chemins que le réfugié qui a fui la guerre et dont les enfants sont éparpillés de par le monde. Sylvie Carbonelle, socio-anthropologue à l'Université Libre de Bruxelles a synthétisé en quelques mots les propos de la journée. De ce colloque, elle retient notamment ce clivage entre ceux qui ont subi l'exil et ceux qui l'ont choisi. La façon de vieillir en Belgique – et de rêver le retour – étant fortement liée à ce distinguo.

Pour les réfugiés, on constate un cumul de difficultés. Enfants aux quatre coins

du monde, traumatismes subis dans le pays d'origine qui accélèrent la vieillesse, qui dégradent la condition mentale et physique. Quant à l'impossibilité de rentrer, liée à la perspective de funérailles en Belgique, elle est parfois difficile à accepter. Cet ensemble de facteurs peut générer des troubles, des dépressions. Pour ces réfugiés, peut-être plus encore que pour d'autres migrants âgés, la solitude et l'isolement sont des cercles vicieux difficiles à rompre.

Les personnes âgées qui ont l'opportunité de rentrer dans leur pays d'origine sont confrontées à des vicissitudes différentes. Certes, techniquement, il leur est possible de rentrer au pays pour y vieillir. Mais leurs enfants sont installés en Belgique et ont parfois construit une famille, ils sont donc « retenus » ici. Nathalie Thomas, du service de santé mentale « Méridien », qui anime des groupes de parole de personnes âgées immigrées, évoque ces anciens qui n'hésitent pas à faire des allers-retours entre la Belgique et leur pays d'origine. Cette possibilité permet de mieux négocier sa vieillesse.

« Pas grand-chose de prévu pour ces populations vieillissantes »

Les participants au colloque sont tombés d'accord sur un constat : peu de choses ont été prévues pour ces populations vieillissantes et discrètes. Dans les services aux personnes âgées, qu'il s'agisse de l'aide à domicile, de l'hébergement

ou des centres de santé mentale, on compte bien peu d'initiatives.

La première difficulté que ces «vieux» doivent se coltiner, c'est la langue. Malgré des années passées en Belgique, la vieillesse a souvent pour effet de leur faire perdre leur latin, ou plutôt leur français, au profit de la langue maternelle. La solitude n'en est que plus accrue. Puis il y a le respect des rites, de la nourriture, des relations particulières au corps, toutes ces petites choses essentielles trop peu prises en compte.

Enfin, ceux qui ont la chance d'avoir une famille à leurs côtés ne sont pas épargnés par les tiraillements internes. Les générations se confrontent et l'aïeul se demande comment retrouver cette dignité perdue, cette place de «sage», comment transmettre une mémoire,

des valeurs à des petits-enfants qui «tirent» vers la société d'accueil.

Les personnes âgées immigrées réinterrogent le rapport de notre société aux personnes âgées en général. «La dépression, la solitude, la difficulté à communiquer, les enfants éparpillés sont des problèmes que l'on retrouve chez les personnes âgées de chez nous mais sous d'autres formes.» «Il faut profiter des atouts de l'immigration pour imaginer de nouvelles formes de prise en charge de la vieillesse en Belgique», furent des opinions régulièrement entendues dans les travées de la salle de spectacle de l'abbaye de Forest.

Adapter les institutions existantes

La balance entre le général et le particulier, entre l'universel et le culturel

était résumée en fin de journée par Thierry Verhelst, consultant en relations interculturelles qui introduisit sa réflexion par une citation d'Aragon, «Vieillir c'est aborder une terre étrangère». Il nous rappelait ainsi l'universalité de la vieillesse... qui ne doit pas faire oublier les spécificités culturelles. «Si l'on est migrant, la vieillesse, c'est aborder deux terres étrangères», assénait-il, avant d'ajouter, «les acteurs de l'innovation sociale sont devant un choix non résolu. Soit on crée des institutions spécialisées pour les populations âgées immigrées soit on adapte les institutions existantes. Le danger étant que si l'on insiste trop sur le culturel, on contribue à la ghettoïsation et si on fait trop dans l'universel, alors on verse dans l'ethnocentrisme.»

Créer de nouveaux services ou adapter les services existants, voilà bien une alternative «classique» à laquelle les intervenants du colloque ont semblé préférer la seconde solution: intégrer du culturel dans les services.

Les maisons de repos: entre la peur et l'espoir

Les maisons de repos. La crainte de la relégation. La fin de vie. Des thèmes qui ont traversé les ateliers du colloque. Selon Dominique Decoux, présidente du CPAS de Schaerbeek, «Pour toute personne âgée, l'entrée en maison de repos est une sorte d'exil, mais encore plus pour les personnes issues de l'immigration. Dès lors, comment profiter de l'arrivée des migrants pour questionner les maisons de repos en général?»

Marie-Pierre Delcourt dirige le service Infor-homes² – information et orientation des personnes âgées quant à leur lieu de vie. Elle estime qu'il est nécessaire «de sortir de la tendance à diaboliser les institutions et angéliser le domicile.»

Les maisons de repos ne sont pas assaillies de demandes de personnes âgées immigrées. Manque d'information, solidarité familiale, peur ou manque d'argent font partie des hypothèses qui peuvent expliquer cette faible présence.

Des pistes sont proposées. Une meilleure transition entre services d'aide à domicile des CPAS et maisons de repos. La diffusion d'une information plus précise et détaillée sur les institutions existantes.

Thierry Verhelst, consultant en relations interculturelles rappelle sur quels thèmes les différences culturelles se jouent: la nourriture, l'hygiène, l'accompagnement à la mort, la religion et même les odeurs en cuisine. Ces différences sont plus difficiles à gérer en maison de repos qu'à domicile.

Selon lui, des solutions existent: la solidarité interne (entre les personnes âgées dans les maisons de repos), les aménagements de codes culturels (qui finalement ne sont pas légion, les points communs entre personnes âgées sont plus nombreux que les différences), l'investissement dans de petites structures qui facilitent la connaissance de l'autre, la promotion d'un personnel multiculturel.

Emmanuel De Lœul

Une multiplicité d'initiatives... trop peu connues

Premier acte de la prise en compte de ces personnes âgées immigrées: l'écoute et la reconnaissance. A Convivial, on a monté depuis belle lurette des groupes de parole de mamies et de papis d'Afrique centrale. Sosthène Rukundo se souvient: «Dans nos groupes, on s'intéresse à ces gens et à leur façon de vivre. Nous essayons de ne pas être les professeurs.» En toute logique, pour bien manier la parole, faciliter l'expression et l'autonomie, Convivial propose des cours d'alphabétisation à destination des personnes âgées immigrées. Une embellie dans un ciel morne où l'apprentissage de la langue est généralement conditionné à l'insertion socioprofessionnelle.

Dans les groupes de Convivial, ça n'a pas été simple, mais on a parlé de tout, sans tabou, de la mort et des funérailles et même des maisons de repos. Ces dernières ont fait l'objet de visites. De ces groupes, plusieurs réflexions sont nées: les aînés belges et étrangers partagent cet idéal de vieillir chez eux.



© Thinkstock

Logements, lieux de vie (atelier 2)

Face à la solitude des migrants âgés, quelles sont les initiatives de logements susceptibles de les accueillir avec toutes leurs spécificités ?

Des projets tels que Abbeyfield³ ou encore le Jardin du Béguinage pourraient-ils constituer des modèles de référence ? Projets d'habitats communautaires autonomes, ils reposent sur une sélection des participants qui aboutit à une cooptation relativement homogène sur le plan socioculturel. Même si, dans la maison Abbeyfield de Watermael-Boitsfort, quatre nationalités différentes cohabitent, « il y a aussi des candidats nord-africains qui ne sont pas restés, explique Xavier Leroy, résident du site etterbeekois. A une candidate qui souhaitait de la nourriture macrobiotique nous avons répondu que ce n'était pas possible... » Gisèle Vandercamen, du Jardin du Béguinage, a quant à elle rédigé un vade-mecum « Habiter à Bruxelles pour les migrants » suite à des conseils que sollicitaient d'elle des femmes immigrées ; mais

aucune des huit maisons de la communauté n'accueille à ce stade de personne issue de l'immigration.

Si ces deux exemples pourraient théoriquement servir de modèle à des communautés d'habitat homogènes de migrants âgés, pour autant l'interculturalité est-elle d'autant plus improbable qu'on entre dans les grands âges ? « Dans les structures d'accueil, la nourriture, la religion et l'hygiène sont les principales différences à prendre en charge, explique Martine de Gerlache de la Maison Biloba (quartier Nord, Schaerbeek). Nous essayons de mettre en place un lieu neutre utilisable par toutes les religions, au sein de la future maison Biloba. Nous acceptons aussi les aidants proches toute la journée dans la maison. » Rien d'absolument insurmontable, semble-t-elle dire.

Au risque de paraître paradoxal, des grosses structures semblent plus aptes, si la volonté existe, d'offrir une plus grande variété de services en fonction

des aspirations des résidents. Même s'il ne faut pas confondre logement (dont relèvent les initiatives Abbeyfield et Jardin du Béguinage) et maisons de repos et de soins qui ne s'adressent pas aux mêmes publics, aux mêmes moments de la vie, rappelle Xavier Leroy. « Et si l'enjeu fondamental était de veiller à concevoir des logements adaptés à tous les âges de la vie plutôt que de multiplier des structures censées répondre chacune à un besoin spécifique ? », s'est demandé Stéphane Roberti, président du CPAS de Forest. Un défi que semble relever le CPAS de Woluwe-Saint-Lambert à travers le projet Andromède : une trentaine de résidents en logement communautaire bénéficient d'une diversité de services jusqu'à l'accompagnement de la dépendance, tout en développant un projet de vie le plus autonome possible et inscrit dans la vie du quartier.

Emmanuel De Lœul

Citoyenneté, égalité, immigré (atelier 4)

En matière de lien social, y a-t-il lieu de s'adresser aux migrants âgés de façon spécifique ou les enjeux sont-ils communs aux différents publics âgés ?

« L'isolement de nombreux migrants âgés ne leur est pas propre », affirme Marie-Pierre Parsy, de l'asbl Vacances à domicile, jeune projet de séjours intergénérationnels entre adolescents et personnes âgées. La meilleure réponse à cette situation reste la mise en réseau d'un maillage étroit de services susceptibles de venir en aide aux personnes âgées.

Ce qui serait spécifique relèverait plutôt de certains codes culturels et de la langue. C'est le sens de la démarche initiée à Mons. « Face à la nécessité d'établir un relais avec les migrants âgés et de réaliser un accueil dans leur culture d'abord, explique Yvonne Simeone du CPAS de Mons, nous réalisons une sensibilisation aux différentes cultures de tous les professionnels en contact avec ces publics. Le personnel d'origine immigrée est particulièrement demandeur de formations à l'interculturalité ! » En outre, un projet pilote est en préparation, qui se concrétisera par une convention entre les maisons médicales et le CPAS de Mons visant à assurer l'interprétariat entre résidents de maisons de repos et professionnels.

Autre spécificité : être la première génération confrontée au vieillissement hors du pays d'origine. « Nous n'avons pas de

modèles, nous sommes les premières à faire face à cette situation », ont ainsi constaté des femmes participant à un groupe de parole, au milieu des années 2000, à l'initiative du Service de santé mentale Anaïs, à Saint-Gilles (Bruxelles). Dans la foulée, des travailleurs sociaux ont créé Seniors sans frontière⁶ afin d'animer des groupes de parole dans lesquels sont abordés des sujets aussi délicats que, par exemple, le sentiment d'échec social du projet d'immigration pour les enfants.

La nouvelle asbl apporte également une aide juridique et administrative à ces personnes à 98 % analphabètes et vivant pour la plupart de la Grapa⁷. « En matière d'alphabetisation, ces femmes immigrées âgées constituent un public que ne rencontre pas l'offre existante, explique Rachida El Idrissi, responsable de Seniors sans frontières : elles ne sont pas en insertion socioprofessionnelle et ont de grandes difficultés d'apprentissage. » Une difficulté qui se double la plupart du temps d'une « fracture numérique » qu'un manque d'information et de moyens empêche de réduire.

Finalement, la question de l'égalité d'accès aux droits sociaux élémentaires est renouvelée par la situation des migrants âgés bien plus qu'elle ne serait complétée par une nouvelle question de société.

Emmanuel De Loeu

Mais lorsque les enfants travaillent et qu'ils deviennent dépendants, il faut s'y faire, c'est en maison de repos qu'ils passeront leurs vieux jours. Ils ont donc émis quelques recommandations : il faut pouvoir prendre la décision d'aller en maison de repos avant d'être placé, l'Etat devrait prendre des mesures pour aider à choisir et payer la maison de repos. Enfin, il serait intéressant d'adapter les structures à la diversité culturelle et de favoriser l'accueil de plusieurs personnes d'une même culture.

L'écoute est l'une des clés qu'agitent les participants au colloque. Nathalie Thomas, du service de santé mentale Méridien³, qui anime des groupes de parole à la Maison Biloba, insiste sur l'importance du travail dit « communautaire ». Elle rassemble dans des groupes de parole des personnes au vécu similaire. Les personnes âgées peuvent y puiser des solutions. Des rituels collectifs sont imaginés, le groupe devient une « famille symbolique »,

nous dit Nathalie Thomas. L'idée étant de travailler en réseau en s'appuyant sur les ressources disponibles ici, en Belgique. Dans ce même ordre d'idée, on découvre le projet de service « Sémaphore » à Namur. Il s'agira d'une clinique interculturelle qui travaillera avec ceux qui ne peuvent retourner. Le travail tournera aussi autour des rites, pour « mourir ici tout en étant soi-même ».

Des services qui tentent de proposer des solutions appropriées au public des personnes âgées migrantes, il en existe. Mais ceux-ci sont trop peu connus. Pour pallier cette sous-information, Corinne Malchair du Centre de documentation et de coordination sociale⁴, attire notre attention sur l'existence du site « bruxellessocial⁵ » qui répertorie toutes les associations psycho-médico-sociales.

Certains intervenants veulent construire ces solutions avec les personnes âgées.

Cette démarche de « co-construction » permettra au moins de leur offrir un peu de reconnaissance sociale. Sylvie Carbonelle résumait le propos ainsi : « La question est de pouvoir construire un vivre ensemble et un vieillir ensemble. »

Cédric Vallet

1. Convivial, rue du Charroi, 33-35 à 1190 Bruxelles – tel. 02 503 43 46 – courriel : info@convivial.be – site : www.convivial.be

2. Infor-homes : boulevard Anspach, 59 à 1000 Bruxelles – tél. : 02 219 56 88 – courriel : inforhomes@misc.irisnet.be – site : www.inforhomes-asbl.be

3. Service de santé mentale « Méridien » : rue du méridien, 68 à 1210 Bruxelles – tél. : 02 218 56 08 – courriel : meridien@apsy.ucl.ac.be

4. Centre de documentation et de coordination sociales : avenue Louise, 183 à 1050 Bruxelles – tél. : 02 511 08 00 – courriel : info@cdcs-cmdc.be – site : www.cdcs-cmdc.be

5. www.bruxellessocial.irisnet.be

6. Seniors sans frontières : rue de l'Eglise, 59 à 1060 Bruxelles – tél. : 02 544 01 19 – courriel : rachidaelidriiss@skynet.be

7. Garantie de revenu pour personnes âgées

L'étiquette « Migrants âgés », ou les dangers de la catégorisation

Alter Echos : Dans vos travaux sur les migrants âgés, vous mettez en garde contre les risques d'une catégorisation excessive. Quels sont ces risques?

Sylvie Carbonelle : De manière générale, il y a toujours un piège à catégoriser un public cible. Bien sûr, il faut identifier pour agir, mais le faire sans nuance, c'est souvent pire que mieux. Nous avons fait notre recherche en 2006 sur la situation des immigrés vieillissants, pour la Fondation Roi Baudouin, et très vite nous avons constaté qu'il existait très peu de littérature à ce sujet. Lorsqu'elle existait, il apparaissait que l'angle d'entrée était, plutôt que le vieillissement, la migration – à laquelle sont associées comme par défaut des caractéristiques de pauvreté, de précarité, de maladie, et que les « migrants âgés » étaient volontiers regroupés sous un profil commun mettant en avant les « difficultés », les « problèmes », comme s'ils étaient incompetents.

AE : Il n'y aurait donc pas vraiment de problématique « Migrants âgés » qui devrait être prise en compte par les pouvoirs publics ?

SC : La visibilité des migrants âgés est émergente depuis une dizaine d'années. Tant les pays d'accueil de ces migrants « invités » en tant que force de travail que ces derniers eux-mêmes pensaient qu'une fois pensionnés, ils rentreraient chez eux. Cela ne s'est pas produit, il faut donc adapter les structures à leur présence. Il faut se poser la question: « Existe-t-il une problématique propre aux migrants âgés? » Seraient-ils sujets à des vulnérabilités particulières? Du point de vue de la carrière par exemple, tous les immigrés n'ont pas

Sylvie Carbonelle est socio-anthropologue à l'ULB. Elle a étudié pour la Fondation Roi Baudouin la situation des immigrés vieillissants en Belgique, en compagnie de Dominique Joly. Parmi les constats qu'elle expose, on retiendra une idée force: attention aux généralisations abusives que peuvent recouvrir les termes « migrants âgés ». Une ode à la complexité.

de vulnérabilité qui lui est directement liée, bien que nombreux ont été confrontés à la pénibilité du travail ou à la discontinuité de carrière. Mais ces problèmes concernaient aussi les Belges dans la même situation.

En étudiant les situations spécifiques, on constate que beaucoup d'immigrés de longue date, chez les Italiens, par exemple, ont leur propre habitation, ont créé leurs réseaux, se sont organisés, ont leurs enfants scolarisés. Cette situation est différente de celle des Turcs ou des Marocains que, pour partie, l'on qualifie de citoyens transnationaux, qui peuvent passer six mois dans leur pays d'origine avant de revenir en Belgique.

AE : Il n'y aurait donc pas de base pour imaginer des prises en charge spécifiques pour les migrants âgés ?

SC : Pourquoi créer des prises en charge spécifiques? Quand on fait du différencié, le risque est de faire du stigmatisant. Notez cependant que pour les structures publiques, cela fait déjà partie de leurs missions de s'adapter à chaque public. De plus, c'est un droit du patient d'être soigné en fonction de ses convictions. Certaines structures, par exemple des maisons de repos, s'adaptent déjà. Il faut certainement former et sensibiliser le personnel – même si on a tendance à croire que les formations à l'interculturel

vont sauver le monde – mais il ne faut pas inventer de nouvelles politiques. Une politique peut à la limite donner une impulsion, rappeler les principes.

AE : Il est donc plus pertinent d'adapter les services existants plutôt que de créer des institutions pour « personnes âgées migrantes » comme certains le suggèrent ?

SC : En fait, la question qui a mobilisé le politique à une époque, à travers des colloques, était: « Faut-il créer des maisons de repos spécifiques pour les musulmans? » Est-ce bien le rôle de l'Etat? Le risque de ghettoïsation est réel, je ne vois pas pourquoi il faudrait étiqueter une maison de repos. A mon avis, il faut que les institutions soient tout simplement plus souples avec les différents profils qu'elles accueillent. Ceci étant dit, cela n'empêche nullement des initiatives privées de naître sur base d'un projet commun, mais en soi non spécifique à la migration.

AE : Dans ce contexte, quelles caractéristiques pourraient définir un hypothétique groupe « migrants âgés » ?

SC : Certains parlent de double exil. Celui de la vieillesse et celui de la migration. Beaucoup de ceux qui ont vécu ici plus de dix ans ne se sentent plus chez eux ni ici ni là-bas. C'est peut-être une

difficulté commune : être dans un entre-deux. Mais là encore, ce n'est pas le cas pour tout le monde. On parle encore souvent, à propos des immigrés, « de déracinement », Claudine Attias-Donfut dans un récent ouvrage parle elle « d'enracinement ». Regarder l'enjeu dans sa complexité cela veut dire aussi regarder les ressources des gens.

AE : Vous faites tout de même une distinction importante entre les réfugiés et les autres migrants.

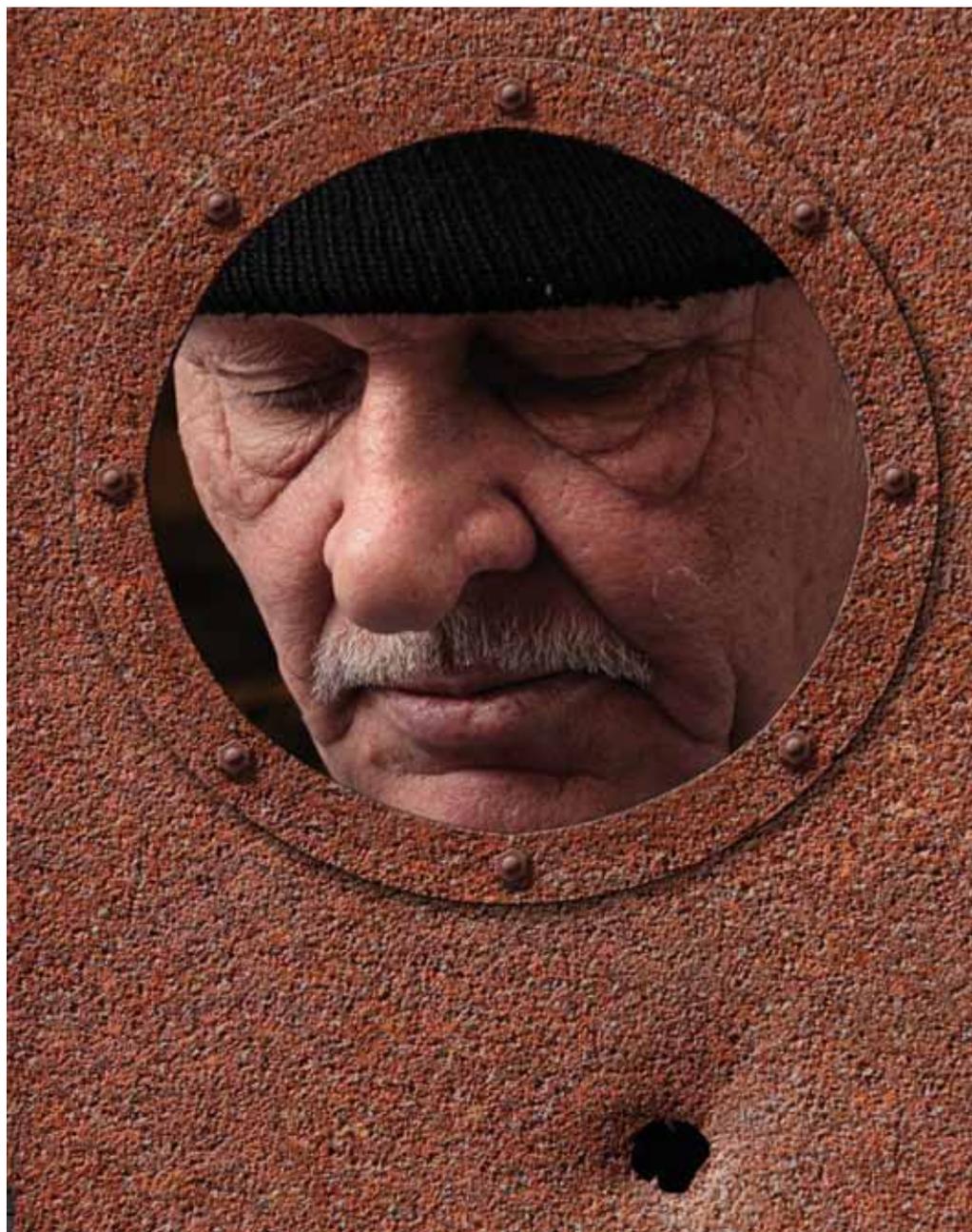
SC : Oui, il y a une différence entre un départ réfléchi, construit et une fuite d'un pays. C'est la trajectoire migratoire et d'insertion dans le pays qui va permettre une vieillesse plus ou moins épanouissante. Pour celui qui a subi des tortures, des persécutions, on est dans un autre registre qui appelle évidemment des solidarités fortes.

AE : Cette question des migrants âgés n'est-elle pas aussi l'occasion pour certains – notamment dans les secteurs associatifs – de projeter sur le migrant des qualités idéalisées de solidarité et d'entraide qui se seraient perdues dans nos sociétés occidentales individualistes ?

SC : On entend deux discours opposés. D'un côté, « Oh les pauvres vieux, misérables, abandonnés, voire maltraités » et, de l'autre, on note une certaine mythification du « bien prendre en charge » de la vieillesse chez les Africains dans des sociétés idéales ou tout le monde s'entend bien, est solidaire. Il faudrait analyser ces solidarités et notamment parfois une forme de solidarité contrainte dont on parle peu. De manière générale, les solidarités s'effritent. S'effritent-elles plus ou moins vite dans les groupes de migrants ? Difficile à dire, ce qui est sûr c'est que la migration crée des liens mais en détruit aussi.

AE : Finalement la question de la prise en charge des migrants âgés interroge plus largement ...

SC : Cette question vient en miroir de la façon dont on entend prendre en charge la vieillesse dans notre société. Si cela nous permet d'être critique à cet égard, c'est intéressant. On le voit avec les maisons de repos, elles ont un sacré bout de chemin à faire pour devenir des lieux de vie plutôt que des lieux de fin de vie.



© Thinkstock

AE : Ces maisons de repos, que devraient-elles faire pour changer ?

SC : Les maisons de repos accueillent des personnes qui quittent des groupes relativement homogènes pour se retrouver confrontés à des gens différents. Sur le tard, la découverte et la rencontre de l'autre, de même que l'apprentissage du compromis, prêtent parfois à friction. En fait c'est une question globale : « Comment penser autrement les institutions pour pouvoir vivre ensemble ? » Il faut inscrire cette réflexion dans un projet de société.

AE : Faudrait-il, par exemple, organiser de petits accommodements, autour

de la nourriture ou des cultes, pour commencer ?

SC : La question est récurrente : « Faut-il introduire le hallal dans les maisons de repos ? » Quand on accepte de s'ouvrir au multiculturalisme – dans le sens d'hétérogénéité sociale –, alors il y a des réponses. Le hallal, ce n'est pas bien compliqué à introduire. Cependant, même si la nourriture est un élément important, le risque serait de se contenter de ces mises en forme sans que le reste change ? Et le reste, c'est en premier lieu la qualité de vie au travers du respect de l'ainé, citoyen d'ici et d'ailleurs.

Cédric Vallet

Un réseau d'aidants-proches pour les migrants âgés

Bruno Gilain, directeur de Convivial, nous livre sa vision de l'après-colloque. Pour lui, il faut partir des communautés pour apporter des réponses concrètes.

Alter Echos : Du colloque, il ressort surtout qu'il n'existe presque rien - mis à part quelques initiatives locales - concernant la prise en charge des migrants âgés pour bien vieillir et mourir en Belgique. Que retirez-vous du colloque et qu'allez-vous faire ensuite ?

Bruno Gilain : Ce qui m'est resté, c'est qu'il n'y a pas grand-chose de concret, de structuré sur le terrain, en lien avec notre préoccupation. Notre préoccupation est de créer quelque chose de concret. Et nous avons identifié deux pistes intéressantes. La première, qui nous paraît la plus pertinente, a été développée en atelier lors du colloque : c'est développer un réseau de la même communauté. Ses membres pourraient servir de passeurs, des personnes-relais bénévoles avec les personnes qui seront hébergées en maisons de repos, en sachant qu'il y a des enjeux en matière de langue, de représentations culturelles (âge, corps, relation), de nourriture, de rites funéraires... Les maisons des repos sont un exemple, car ces personnes-relais pourraient déjà les visiter ici à Convivial. Cela reviendrait en quelque sorte à recréer un réseau d'aidants proches, vu que ces personnes n'ont pas de famille ici. Et cela conviendrait aussi dans le cadre d'un maintien à domicile. La personne-relais serait médiatrice dans une institution et dans la vie. On s'est dit qu'on devrait travailler avec une communauté culturelle donnée pour faire émerger ce genre de projet, en se basant sur le principe de la communauté d'intérêts. Convivial serait le cadre.

La deuxième piste, c'est l'idée que l'on avait au départ, à savoir mettre en place

une formule d'habitat solidaire. On pourrait par exemple trouver deux ou trois places dans un même logement social pour éviter que ces personnes soient isolées, qu'elles trouvent un logement accessible... Nous mettrions alors en place un partenariat. Il faudrait aussi trouver des personnes-relais. La bonne nouvelle, c'est qu'on a obtenu un poste ACS habitat solidaire pour soutenir ce type de projet.

AE : Vieillir et mourir ici se vit différemment que l'on ait choisi l'exil ou qu'on y ait été contraint...

BG : Nous, on travaille surtout dans l'exil contraint, vu que notre public est constitué de réfugiés. Il y a toute une série de différences à prendre en compte : la distance avec la famille, le traumatisme lié à l'exil... Si les migrants peuvent retourner vieillir et mourir chez eux, ce n'est pas le cas avec les réfugiés. A un moment donné, Convivial pourrait être amené à établir un partenariat privilégié avec une, deux ou trois résidences particulières et faire ce que l'on envisage avec les personnes-relais pour travailler sur les rites funéraires. C'est quelque chose à envisager. Par rapport aux migrants, il y a des paramètres en plus à prendre en compte. Ceci dit, pour toute personne âgée, se retrouver loin de chez elle, c'est une forme d'exil. Il y a une perte des repères, des meubles... Dans le cas qui nous concerne, il y a aussi le rapport à la langue à prendre en compte.

AE : Quelles sont les initiatives intéressantes à faire connaître, à tenter de répliquer ?

BG : Pour n'en citer que quelques-unes, je dirais qu'il y a le projet du CPAS de Mons, qui a fait tout un travail de mobilisation d'une communauté [italienne] pour faire émerger des aidants-proches. Il y a aussi Versailles Senior [une cité sociale située à Neder-Over-Hembeek (Bruxelles)], qui croise l'accessibilité financière d'un logement social et une dynamique de vie communautaire. Un autre projet qui a émergé lors du colloque, c'est la volonté de l'Union chrétienne des pensionnés (UCP) – qui reconnaît travailler essentiellement avec des Belges – de s'ouvrir au public des migrants. Or, nous, à Convivial, nous avons un parcours pédagogique de sensibilisation et d'information à la réalité des réfugiés. Nous avons proposé à l'UCP une immersion et ils sont preneurs. Enfin, dans notre démarche, et de par notre ancrage local, nous avons aussi commencé à réfléchir à des rencontres avec un groupe de mamies – présentes chez Convivial – à propos d'un projet d'un centre de jour pour personnes âgées qui devrait voir le jour à deux pas d'ici dans le cadre du contrat de quartier « Primeurs-Pont de Luttre » à Forest.

AE : Certaines personnes ont évoqué un problème de sous-information...

Comment pallier au problème d'accès à l'information en général et à la langue en particulier ? Comment toucher efficacement les migrants âgés ?

BG : Je n'ai pas de réponse toute faite. Mais j'espère qu'au plus les migrants vont devenir âgés, au plus la question va se poser et les migrants vont se structurer. C'est d'ailleurs pour cela que l'on a été chercher l'information avec eux.



Nous souhaitons tirer une fiche pédagogique à destination de nos travailleurs : les réfugiés âgés sont rares, mais nous avons décidé de capitaliser l'information les concernant. Par ailleurs, il est prévu qu'il y ait des bureaux d'intégration où le primo-arrivant aura accès à toutes les informations nécessaires. J'aimerais qu'il y ait une information claire pour les personnes âgées dans ces bureaux.

AE : Vous ne demandez pas aux politiques de mettre des choses en place.

BG : Nous avons plutôt envie de nous tourner vers le terrain pour faire avancer des projets, car il faut structurer les choses à partir du terrain. Il y a aussi le projet de structuration de communautés sur lesquelles nous misons. Nous n'en sommes pas au stade de positions politiques très claires. Nous nous sentons engagés et nous avons envie créer des choses concrètes pour apporter des réponses.

Baudouin Massart

AgenceAlter
 Presse & innovations sociales

Ce dossier spécial d'Alter Echos a vu le jour dans le cadre d'un partenariat avec l'asbl Convivial, mouvement d'insertion des réfugiés. Il est publié grâce au soutien du secrétaire d'état Bruno De Lille et de la Région de Bruxelles-Capitale (Direction Ressources humaines et Egalité des chances).

De façon générale, Alter Echos est édité avec le soutien du Service de l'Éducation permanente et de la Direction générale de l'Aide à la jeunesse du ministère de la Communauté française ; des Directions générales opérationnelles de l'Économie, de l'Emploi et de la Recherche (DGO6), des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé (DGO5), et de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Énergie (DGO4) du Service public de Wallonie ; de l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ; de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale et du Service fédéral de lutte contre la pauvreté.



COMMUNAUTÉ
FRANÇAISE
DE BELGIQUE



Alter Échos est membre de
l'Union de la Presse Périodique



Alter Échos est imprimé sur un papier
issu de forêts gérées de façon durable

Tarifs annuels / Formules d'abonnement

(TVA et port compris pour la Belgique)

- Abonnement papier + web** **110 €**
Publication bimensuelle imprimée + 6 codes d'accès pour la consultation en ligne
- 1 ex. supplémentaire à la même adresse + 2 codes d'accès supplémentaire 70 €
- 2 à 5 ex. supplémentaires à la même adresse + 4 à 10 codes d'accès supplémentaires 65 € / ex. + code
- > 5 ex. supplémentaires à la même adresse + > 5 codes d'accès supplémentaires 60 € / ex. + code
- Abonnement papier uniquement** **70 €**
Publication bimensuelle imprimée
- 1 ex. supplémentaire à la même adresse 45 €
- 2 à 5 ex. supplémentaires à la même adresse 40 € / ex.
- > 5 ex. supplémentaires à la même adresse 35 € / ex.
- Abonnement web uniquement** **80 €**
6 codes d'accès pour la consultation en ligne
- Abonnement de plus de 10 exemplaires :** nous contacter pour les conditions : 02 541 85 20
- ➔ **Total :** €

Paiement par virement après réception de la facture. **L'abonnement sera activé à la réception du paiement.**

Fax : 02 231 15 59

www.alterechos.be
alter.echos@alter.be
Tél. 02 541 85 20

Comment connaissez-vous Alter Echos ?

- Par un collègue, ami, connaissance
- Lors d'un colloque, salon, séminaire, formation
- Via le site alter.be ou alterechos.be
- Via un article dans la presse
- Via une publicité dans la presse
- Via un mailing
- Autre : _____

Coordonnées de facturation (REPLIR EN CAPITALES - 1 CARACTÈRE PAR CASE)

Organisme : _____ TVA (si assujetti) : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ N° : _____ Bte : _____

Code postal : _____ Localité : _____ Tél : _____

Coordonnées de livraison (si différentes de facturation)

Organisme : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ N° : _____ Bte : _____

Code postal : _____ Localité : _____ Tél : _____

IMPORTANT - 6 adresses mail pour accès aux services web

Vous devez activer ce service via le site www.alterechos.be

1. Nom + prénom : _____ Mail : _____

2. Nom + prénom : _____ Mail : _____

3. Nom + prénom : _____ Mail : _____

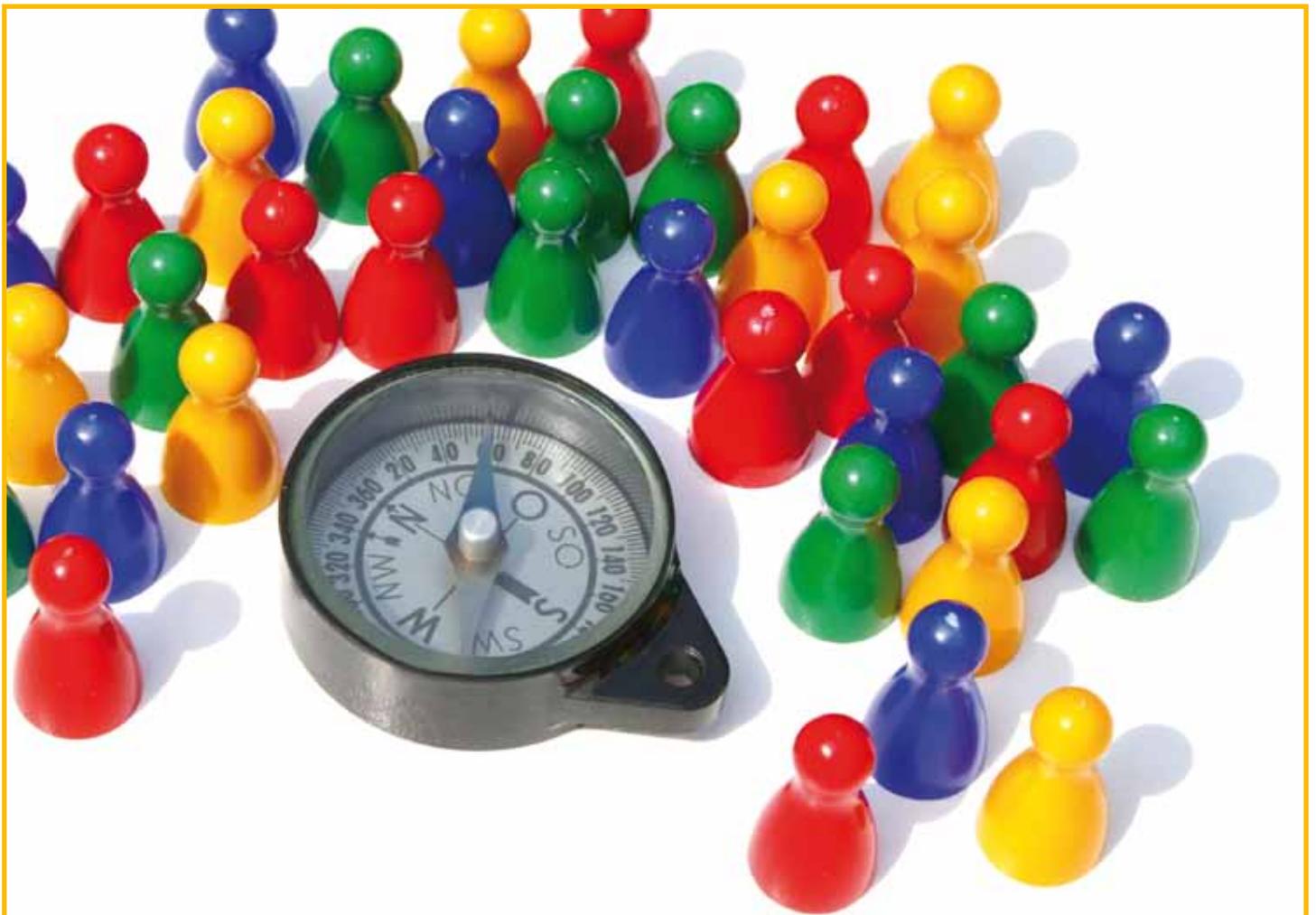
4. Nom + prénom : _____ Mail : _____

5. Nom + prénom : _____ Mail : _____

6. Nom + prénom : _____ Mail : _____

BULLETIN D'ABONNEMENT À NOUS FAXER AU 02 231 15 59

L'enregistrement des données ci-dessus par l'Agence Alter, rue Guillaume Tell 57 à 1060 Bruxelles (siège administratif) est effectué dans un but exclusivement commercial et administratif. Vous avez le droit d'accéder à ces données, de les rectifier ou de les supprimer.



Qui sommes-nous ?

AlteR&I mène des missions d'études et de conseil dans le domaine économique, politique et social.

Notre spécificité ? Un regard croisé sur les secteurs et une proximité avec les acteurs de terrain.

Nos services

- Colloques et séminaires: conception, animation et actes
- Etudes, évaluations et conseil stratégique
- Montage et accompagnement de projets

Nos domaines d'intervention

- Action sociale
- Emploi et insertion
- Entrepreneuriat social et durable
- Jeunesse

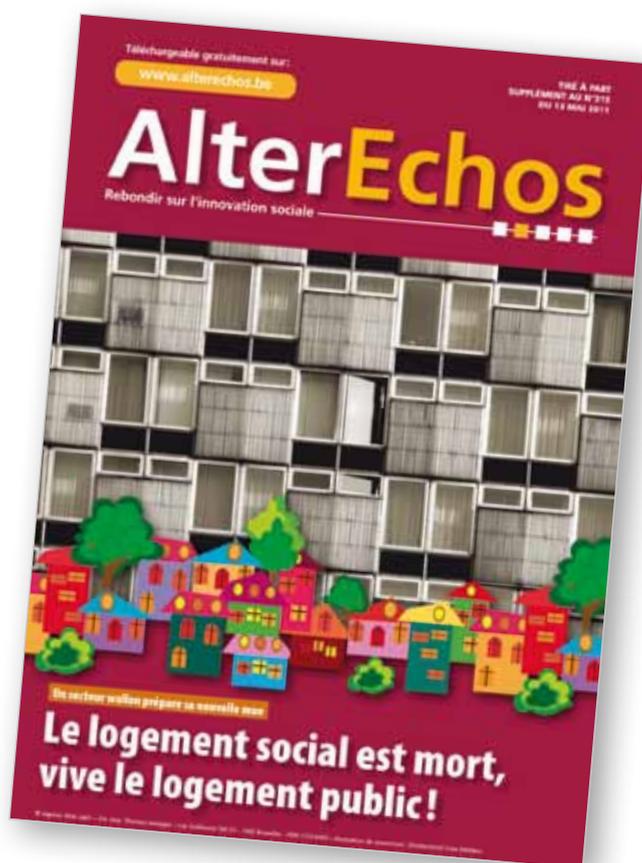
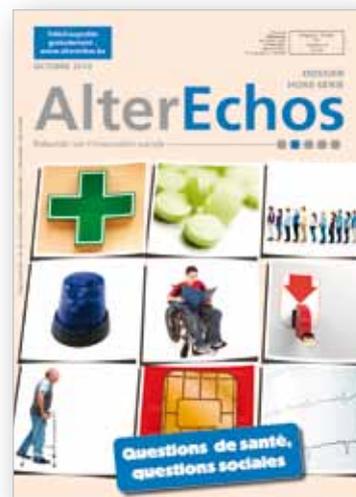
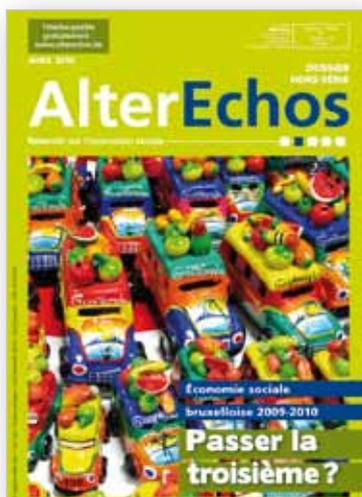
AlteR&I

Recherche & Innovation

■ Consultez-nous

Alter&I ■ Aude Gareilly ■ Coordinatrice
Agence Alter asbl ■ Rue Guillaume Tell 57 ■ 1060 Bruxelles
Tél. 02 541 85 32 ■ aude.gareilly@alter.be ■ www.alteri.be

Découvrez nos dossiers thématiques



AlterEchos



Décodez l'actualité sociale

Gratuit!
sur www.alterechos.be